



HAL
open science

Débattre coûte que coûte. La réforme des retraites et ses critiques dans la presse et sur les médias sociaux.

Nikos Smyrnaiois, Brigitte Sebbah, Jules Dilé-Toustou

► To cite this version:

Nikos Smyrnaiois, Brigitte Sebbah, Jules Dilé-Toustou. Débattre coûte que coûte. La réforme des retraites et ses critiques dans la presse et sur les médias sociaux.. Université toulouse 3 Paul Sabatier. 2023. hal-04480182

HAL Id: hal-04480182

<https://hal.science/hal-04480182>

Submitted on 27 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Débattre coûte que coûte
La réforme des retraites et ses critiques
dans la presse et sur les médias sociaux

Observatoire des Pratiques Socio-numériques
Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales
Université Toulouse 3 Paul Sabatier



Auteur(e)s : Nikos Smyrnaios, Brigitte Sebbah et Jules Dilé-Toustou.

Le rapport complet de l'OPSN est à retrouver sur le site du LERASS (Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales) <https://www.lerass.com/opsn/>

Contact Presse :

Université Paul Sabatier

Valentin Euvrard Tél : +33 5 61 55 76 03

Mail : valentin.euvrard@univ-tlse3.fr

INTRODUCTION :

Le mouvement social contre la réforme des retraites portée par le gouvernement Borne a occupé l'actualité pendant plus de deux mois. Les images des manifestations, des grèves, des blocages mais aussi des débats à l'Assemblée nationale, au Sénat et sur les plateaux de télévision ont saturé l'espace public en France et se sont diffusés massivement à l'étranger. L'intensité de la protestation et les rebondissements qui ont suivi, comme l'utilisation du 49.3 par le gouvernement, les manifestations spontanées et celles organisées par l'intersyndicale, la répression policière et l'ensemble des affrontements en manifestation, ont transformé le mécontentement social en crise politique majeure.

Dans ce contexte, marqué par la rupture du dialogue entre une partie de la population et les gouvernants, nous proposons une analyse des discours circulant dans l'espace public autour de la question de la réforme des retraites et ses suites, afin de mieux comprendre qui s'exprime, à travers quel canal et pour quoi dire. Pour ce faire, nous utilisons une méthodologie particulière, la collecte des données en provenance des médias et des espaces d'expression publique en ligne et leur analyse textométrique¹. Cette récolte en temps quasi réel permet d'extraire des messages (anonymisés) qui pourraient être supprimés ensuite et donne accès à plusieurs voix concomitantes sur l'ensemble de cette séquence historique. Cette démarche méthodologique permet ensuite de faire ressortir les principaux cadres mobilisés dans l'espace médiatique, c'est-à-dire les sujets et les thématiques mises en avant par les différents acteurs du débat, ainsi que les angles à partir desquels ils sont abordés, qui en disent long sur leurs préoccupations et leur vision politique de la situation.

Nous appliquons cette méthodologie sur différents corpus de manière à disposer d'une vue d'ensemble permettant une analyse comparative. Ainsi, les corpus analysés sont issus de la presse quotidienne parisienne et régionale, d'une pétition contre la réforme des retraites ayant rassemblé plus d'un million de signatures, et des milliers de messages postés sur Twitter, Reddit et Facebook. Ils couvrent une période qui va du début janvier à la fin mars 2023. Notre objectif est de définir les contours, les formes et les contenus de la controverse afin d'en faire ressortir les principaux enjeux et points de friction tels qu'ils ont été exprimés à la fois par la presse écrite mais aussi par les citoyens sur différentes arènes numériques. Ainsi, ce rapport est conçu comme un outil au service des acteurs sociaux, des observateurs et des décideurs qui souhaitent acquérir une vision globale et objectivée du sujet. Il s'inscrit dans droite ligne des travaux que nous avons mené par le passé au sein du LERASS sur le mouvement contre la loi travail et les gilets jaunes².

1 Pierre Ratinaud, Pascal Marchand, 2012, « Application de la méthode ALCESTE à de "gros" corpus et stabilité des "mondes lexicaux": analyse du "CableGate" avec IRaMuTeQ », Actes des 11eme Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles, 835-844.

2 Sebbah, B., Mercier, A. (2022). « Les défis journalistiques d'un mouvement social organisé sur les réseaux socionumériques », in Charon, J-M., Mercier, A. (dir.), Les Gilets Jaunes, un défi journalistique, Presses de l'Université Panthéon Assas, Paris.

Ratinaud, P., Sebbah, B. (2022). « Frénésie médiatique dans la presse quotidienne française : analyse lexicométrique de plus de 100 000 articles sur les Gilets Jaunes », in Charon, J-M., Mercier, A. (dir.), Les Gilets Jaunes, un défi journalistique, Presses de l'Université Panthéon Assas, Paris.

Bousquet, F., Smyrnaiois N. et Marty, E, (2017). « La pétition contre la Loi Travail : construction et appropriation de l'évènement par ses acteurs », Sciences de la société, 102, p. 52-75

Sebbah, B., Souillard, N., Thiong-Kay, L., Smyrnaiois, N. (2018). « Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes », (rapport de recherche OPSN, LERASS, Université Paul Sabatier).

Marchand, P., Sebbah, B., Renard, J., Cabanac, G., Thiong-Kay, L., Souillard, N., & Loubère, L. (2019). Vrai débat: sortir du débat pour négocier. (Rapport de recherche, OPSN, LERASS, Université Paul Sabatier).

Sebbah, B., Marchand, P., Loubère, L., Souillard, N., Smyrnaiois, N., Renard., J. (2019). Les gilets jaunes: le pari gagné de l'existence médiatique? (Rapport de recherche, OPSN, LERASS, Université Paul Sabatier).

Sebbah, B., Loubère, L., Souillard, N., Renard, J., & Smyrnaiois, N. (2019). La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique. (Rapport de recherche, OPSN, LERASS, Université Paul Sabatier).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Données collectées et analysées³ :

1. Presse : 8 049 articles publiés par les principaux quotidiens parisiens (Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Opinion, Les Échos, L'Humanité, Le Parisien) et quelques quotidiens régionaux (La Dépêche du Midi, Le Progrès, Le Télégramme, L'Est républicain).
2. Twitter : 1 071 324 tweets émis par 243 955 utilisateurs différents.
3. Reddit : 229 posts issus du subreddit r/France, le plus investi par la communauté francophone (1 164 525 membres en mars 2023).
4. Pétition de l'intersyndicale « Retraites : Non à cette réforme brutale et injuste » : 27 000 commentaires publiés sous cette pétition qui atteint le 2 avril plus 1 150 000 de signatures.
5. Facebook : 42 517 posts publiés dans des Groupes publics.

• Les trois moments clés de la mobilisation

Nos résultats mettent en avant trois moments clés qui correspondent en grande partie à la journée de mobilisation du 7 mars, à l'utilisation du 49.3 le 16 mars et à la journée de mobilisation du 23 mars au lendemain de l'interview d'Emmanuel Macron. D'abord focalisé, avec l'expression d'une forte sidération, sur la mise à l'agenda de ce projet, le report de l'âge de départ à la retraite et sur certains points clefs de la réforme notamment la fin des régimes spéciaux, le débat va évoluer vers la question du travail, de sa valeur et de sa place dans la vie et dans la société. Enfin, lors de la troisième période, à partir de l'utilisation du 49.3, va émerger, avec vivacité, un débat sur les institutions et la légitimité de cette réforme ainsi que sur la stratégie du gouvernement d'un point de vue démocratique.

• Débattre coûte que coûte

Nous relevons un volume de discussions particulièrement important et un souhait très fort de de la part des citoyens s'exprimer et de s'informer, toutes arènes confondues. À la fois, il s'agit d'initier et de provoquer le débat même quand le dialogue est rompu avec les gouvernants et à le faire durer en dehors des arènes politiques institutionnelles et malgré son interruption proclamée avec le recours au 49.3. Nos résultats font émerger une extension massive des lieux de discussion sur la réforme des retraites et surtout une pérennité dans le temps sur près de trois mois. Le soutien de l'opinion publique⁴ a probablement concouru à maintenir et renforcer ce mouvement de mise en débat dans l'espace public numérique. La discussion en ligne a été largement dominée par la critique de la réforme, à l'image de l'opinion publique. Différents espaces numériques ont assuré des fonctions complémentaires : Twitter a été le lieu de la confrontation politique et de la polémique ; la pétition en ligne a permis d'exprimer des critiques et de la solidarité entre opposants ; Reddit a été lieu du démontage argumenté et technique de la réforme ; enfin Facebook a servi largement comme un moyen de réactivation des réseaux plus anciens, notamment ceux des gilets jaunes, et d'expression d'un ressenti très fort envers Emmanuel Macron.

³ Nous remercions particulièrement Pierre Ratinaud, Lucie Loubère et Dimitris Elafropoulos pour leur contribution à la collecte et l'analyse de données.

⁴ Voir par exemple : Regards sur la mobilisation contre la réforme des retraites à la veille de la grève du 28 mars, Harris Interactive.

- **Quelle(s) couverture(s) médiatique de la séquence « réforme des retraites » ?**

Près d'un tiers de la couverture médiatique globale a été consacrée aux dimensions socio-économiques de la réforme. La presse de droite a insisté sur les explications techniques, sur le contexte économique et sur le jeu politique. La presse de gauche quant à elle a beaucoup couvert la question de la souffrance au travail et les questions de santé, ainsi que le débat autour du « modèle social français » et, plus généralement du système de production. Sans surprise par rapport à nos précédentes observations sur les mouvements sociaux, c'est la presse quotidienne régionale qui ici encore, va couvrir au plus près toutes les séquences sociales de la réforme, et dans la durée. Si elle couvre les manifestations mais également les revendications portées par le mouvement, c'est moins le cas, voire pas du tout pour certains titres de la presse quotidienne nationale qui vont se focaliser sur des analyses sous un angle principalement économique et politique. La spécificité de la couverture de la presse quotidienne régionale peut en partie s'expliquer par son rapport au territoire et sa proximité affichée aux publics et également s'entendre au vu de la forte mobilisation dans les petites et moyennes villes. D'un point de vue général néanmoins, les spécificités de chacun des médias enquêtés s'expliquent principalement par des logiques éditoriales (recherche d'audience, spécialisations journalistiques, lignes éditoriales, etc.) et leur valence politique⁵.

- **Le face à face entre Macron et les manifestants**

La personnalisation du pouvoir politique en France et les particularités de la constitution de la 5ème République ont abouti dans la dernière phase du mouvement étudiée, après l'usage du 49.3 et l'interview d'Emmanuel Macron au 13h, à un face à face direct entre ce dernier et les citoyens opposés à la réforme, dans les conversations en ligne et dans la pétition. D'un côté on relève un fort emballement médiatique pour les manifestations, en PQR notamment : près d'un quart de la couverture médiatique a été consacrée aux manifestations. La PQR a montré ainsi un intérêt particulier pour cet aspect, avec une insistance négative sur la question des débordements et la violence. D'un autre côté, près de 40% de la couverture médiatique a été consacré au jeu politique et institutionnel avec comme sujet central Emmanuel Macron. La presse parisienne, notamment de droite, a montré une préférence particulière pour cet aspect et a joué en quelque sorte le rôle de courroie de transmission du point de vue du gouvernement et de l'Élysée à travers les articles des journalistes politiques. De manière transversale, nos analyses font émerger un face à face entre les manifestations et la figure du président, qui sont les deux éléments les plus couverts et mis en tension de manière récurrente.

- **« La débauche de violence gouvernementale ».**

Dans la pétition en ligne mais aussi sur Twitter, la question de la violence en manifestation de la part des « casseurs » ou des « bloqueurs » fait l'objet de réponses sans détours en ligne. D'un côté, on relève nombre d'internautes qui font part de leur appréhension d'aller en manifestation et qui mettent en cause la violence policière et de l'autre des internautes qui pointent depuis le début de la séquence, la violence symbolique que représente l'imposition de cette réforme.

⁵ Nous pouvons enfin relever, que contrairement aux prémices de la couverture du mouvement des gilets jaunes en 2018, peu de médias ici versent dans l'écueil d'une lecture focalisée sur le fait divers (portrait de citoyens affectés par la réforme sous formes d'anecdotes ou uniquement focalisée sur les violences des manifestants), le pathos (la colère du peuple) ou encore une grille identitaire (catégories de français face aux étrangers) et stabilisent des angles qui rendent compte de revendications sociales et politiques voire citoyennes.

Dans tous ces cas de figure, et de manière majoritaire, on retrouve une critique sans appel de la répression policière et du choix politique « brutal » que représente l'imposition de la réforme pour les personnes qui s'expriment.

- **La violence policière sous les radars informationnels**

Si certains types de presse et particulièrement la presse quotidienne régionale mentionnent la violence policière en manifestation, nous constatons que ce cadrage reste marginal et anecdotique. Il ne constitue pas une clef de lecture des événements politiques et sociaux et reste largement invisibilisé au regard de la violence de certains manifestants au titre desquels on retrouve les figures repoussoirs des « casseurs » et des « black blocs » de manière récurrente. Dans la presse parisienne classée à droite de l'échiquier politique, nous relevons une tendance nette à la fait-diversification avec une focalisation sur les débordements (p.ex. les feux de poubelles) et la reprise d'éléments de langage cités ou commentés émanant du gouvernement, le mouvement apparaissant sous les traits d'une minorité aux tendances radicales et plutôt d'extrême gauche.

- **« Je suis solidaire »**

Mot d'ordre important dans le corpus de la pétition doté d'une fonction phatique reprise par la quasi-totalité des signataires qui se présentent ainsi ou qui concluent leurs propos par « **Je suis (retraité) (travailleur) (etc.) et je suis solidaire** ». Ce mot d'ordre est aussi doté d'une référence qui est faite explicitement au régime dit « solidaire » de retraite, au « modèle français solidaire » et dit ainsi l'attachement qu'ils ont au système actuel des retraites mais aussi les uns aux autres, témoignant ainsi d'une forte convivialité sur la plateforme et d'un dépassement clairement énoncé des cas individuels pour mettre en avant leur version de l'intérêt général.

- **Le rappel fait au gouvernement de ses « prétendues » priorités : la cause des femmes**

Dans la pétition, nous relevons de manière transversale, comme innervant la majorité des arguments présentés contre la réforme des retraites, la question de l'invisibilisation et la dénégation des femmes dans ce projet. Les internautes pointent avec ironie mais davantage avec sidération, l'incohérence d'une parole gouvernementale qui dit s'intéresser à rééquilibrer les asymétries de traitement entre les femmes et les hommes depuis le début de son mandat, et qui au final, s'emploie à creuser l'écart de traitement et aggraver les inégalités de départ.

- **« On a bien compris les objectifs et les conséquences de la réforme, pas besoin d'explication supplémentaire » : la réponse au discours « pédagogique » du gouvernement.**

Le discours des citoyens exprimant, toutes arènes confondues, leur opposition à la réforme est le plus souvent construit et argumenté, y compris dans les aspects les plus techniques. C'est la preuve, que contrairement à ce qu'a affirmé la communication gouvernementale qui diagnostiquait un manque de compréhension et en appelait à davantage de pédagogie pour convaincre, les citoyens se sont saisis du fond de la question et ont très bien compris le contenu de la réforme. Leur opposition exprimée publiquement en ligne est réfléchie et consciente, résultant d'une volonté de défendre leurs intérêts de classes, en tant que travailleurs, mais aussi sauvegarder ce qui représente pour eux le modèle social français.

- **« *Tant d'autres solutions !* »**

Dans la pétition, plus de mille occurrences de la notion de « solutions » sont brandies et développées sous deux aspects, la critique de la solution proposée et des propositions structurées en guise d'alternatives souvent qualifiées de plus « réalistes ». De la même manière sur Twitter et Reddit, c'est à la fois la déconstruction de ce qui est présenté comme une « mécanique » implacable à l'œuvre de cette « casse sociale » nommée également ainsi de manière majoritaire, mais à la fois tout un contre-récit et des contre-propositions qui sont apportées comme l'augmentation des salaires, et donc des cotisations, la taxation des grandes fortunes, l'adaptation de la durée de cotisation à la pénibilité etc. On lit ici les traces d'une prolongation voire d'un souhait de préservation d'un espace de débat, débat auquel le gouvernement met pourtant fin lorsqu'il active le 49.3.

- **« *On ne peut pas passer sa vie entière à travailler* »**

Avec presque 5 000 occurrences pour le mot « vie » et 2 000 pour le mot « travail » dans le corpus de la pétition, et des associations régulières de ces occurrences, c'est un débat sur le sens du travail, celui de la vie également qui va prendre rapidement place, tout comme dans le corpus prélevé et analysé sur Twitter. C'est la place du travail dans une vie qui est aussi repensée ainsi que la fonction politique de représentant et d'élu face à la surdité et à l'impunité relevées par les signataires. La retraite est présentée comme « l'autre vie », celle qu'il faut préserver au risque sinon selon une grande proportion des signataires, de n'avoir qu'une seule vie de travail et de remettre en question le contrat social fondateur de nos vies en société.

1. L'engouement médiatique et citoyen pour la réforme des retraites et sa critique

Le projet de la réformes des retraites et son opposition ont généré à la fois un traitement massif de la part des médias et, de manière concomitante, un intérêt très vif de la part des citoyens qui ont cherché à s'informer et à s'exprimer à ce sujet sur l'internet. À titre indicatif, une requête dans la base Europresse avec le mot « retraites », tous supports confondus (presse quotidienne, hebdomadaire et web, pour un total de 869 sources), entre le 1er janvier et le 31 mars 2023 produit près de 144 000 résultats⁶. Autrement dit, les médias français recensés par ce service ont publié quotidiennement une moyenne de plus de 1 500 contenus relatifs au sujet pendant trois mois. Cet engouement médiatique est bien du au mouvement social puisque le premier pic dans la production de contenus sur le sujet se produit à la veille de la première journée de mobilisation du 19 janvier 2023 (Figure 1). Le mouvement social a donc attiré une forte attention des médias et du public sur la question.

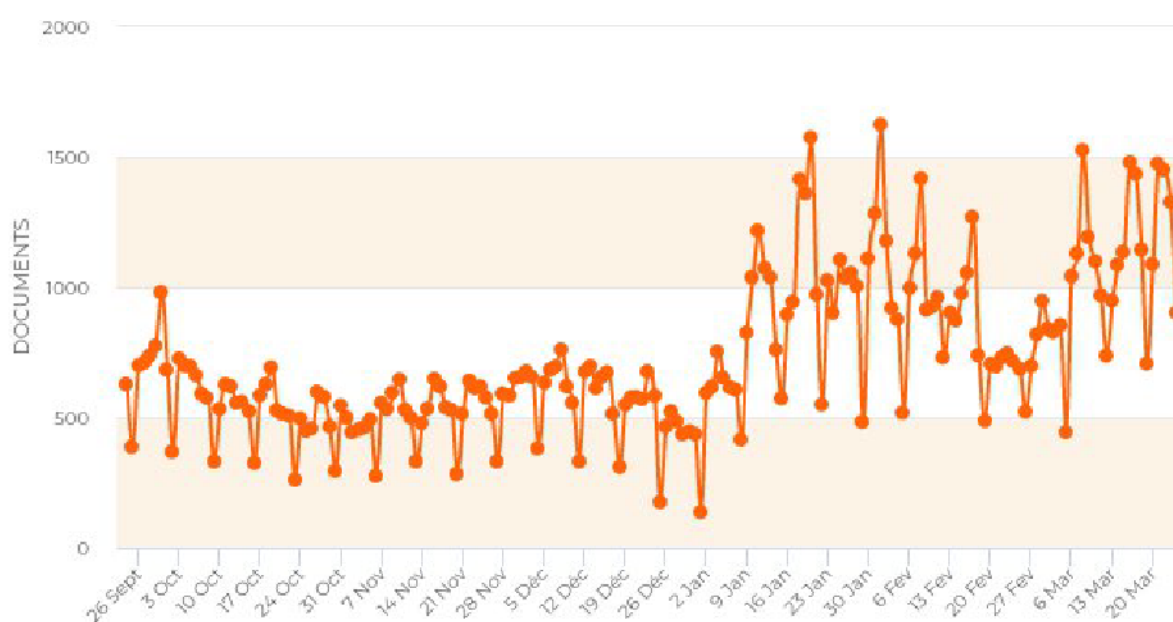


Figure 1 : l'évolution du nombre quotidien de documents publiés par les médias écrits contenant le terme « retraites » entre le 25 septembre 2022 et le 25 mars 2023. Source : Europresse

Le sujet a capté une part significative de l'agenda médiatique puisqu'il a concerné régulièrement plus de 10% du nombre total de contenus produits par les médias français écrits. Lors des pics (journée de mobilisation du 7 mars, utilisation du 49.3 le 16 mars et journée de mobilisation du 23 mars, au lendemain de l'interview d'Emmanuel Macron) la part de contenus médiatiques consacrés, au moins en partie, au sujet atteint même la part impressionnante de 17% et 18% respectivement de la production totale (Figure 2).

⁶ Il existe bien un nombre d'articles contenant le terme qui ne se réfère pas au sujet de la réforme et de sa critique mais il est statistiquement insignifiant.

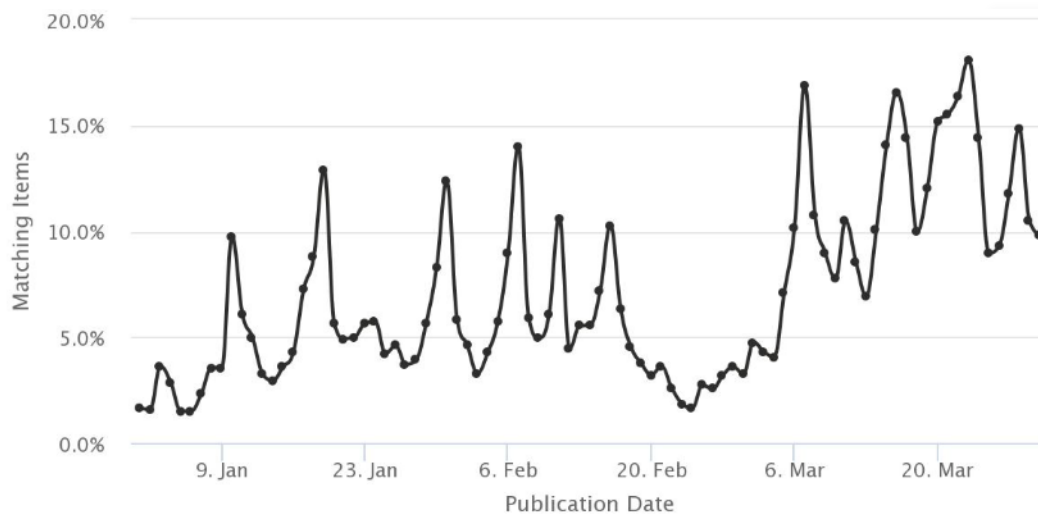


Figure 2 : l'évolution de la part quotidienne de documents publiés par les médias français contenant le terme « retraites » entre le 1 janvier 2023 et le 25 mars 2023. Source : MediaCloud.

L'intérêt des médias pour le sujet se nourrit de et, en même temps, alimente l'intérêt des citoyens. Ceux-ci cherchent à s'informer sur la question, notamment via Google où le nombre de requêtes contenant le mot « retraites » suit de près les journées d'action syndicale et les soubresauts de l'actualité politique (Figure 3). Les requêtes associées au mot « retraites » sont d'abord liées au mouvement d'opposition (grèves, manifestations), aux rebondissements politiques (49.3, motion de censure, examen par le Conseil constitutionnel, pétition) et aux conséquences pratiques de la réforme (régimes spéciaux, impact sur les femmes, déficit) (Tableau 1).



Figure 3: l'évolution du nombre de requêtes contenant le terme « retraites » entre le 1er janvier et le 31 mars 2023. Source: Google Trends.

manifestation réforme des retraites	Record
réforme retraites assemblée nationale	Record
reform des retraites vote	Record
motion de censure réforme des retraites	Record
retraites grève manifestation	Record
réforme des retraites manifestations	Record
49.3 réforme retraites motion de censure	Record
manifestations retraites paris	Record
conseil constitutionnel	Record
reform des retraites femmes	Record
réforme des retraites femmes	Record
pourquoi la réforme des retraites	Record
pétition contre la réforme des retraites	Record
reform retraites regimes speciaux	Record
texte reforme des retraites	Record
greve pour les retraites	Record
petition contre la reforme des retraites	Record
réforme des retraites 2023 résumé	Record
greves retraites 2023	Record
conseil constitutionnel reforme des retraites	Record
comprendre la réforme des retraites	Record
réforme des retraites explication	Record
deficit retraites	Record
manifs retraites	Record
retraites index seniors	Record

Tableau 1 : les requêtes associées au terme “retraites” qui ont connu la plus grande progression entre le 1er janvier et le 31 mars 2023. Source: Google Trends.

La présence massive du sujet dans l’espace public et l’intérêt suscité ont généré un volume impressionnant d’expressions citoyennes publiées sur les réseaux socionumériques. Par exemple, en trois mois plus de 7 millions de tweets ont été publiés contenant le terme « retraites ». Le record a été atteint au lendemain de l’utilisation de l’article 49.3 par le gouvernement avec plus de 250 000 tweets sur le sujet (Figure 4). Sur Facebook, plus de 378 000 posts ont été publiés dans des Pages et Groupes publics sur la même période qui ont généré près de 23 millions d’interactions (likes, partages, commentaires etc.) (Figure 5).

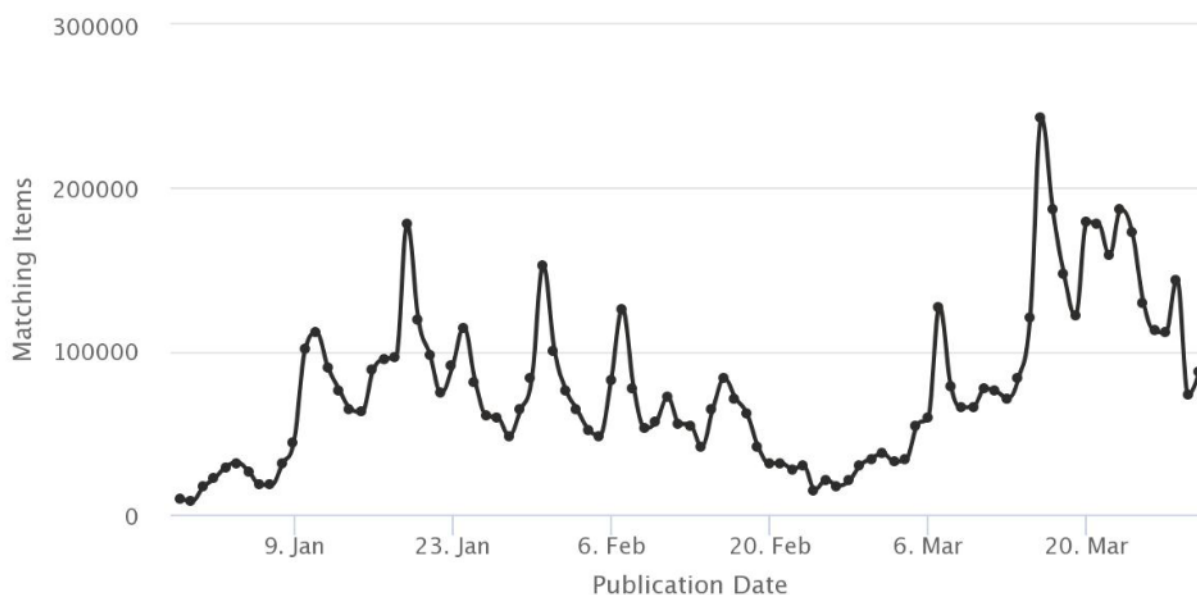


Figure 4 : l’évolution du nombre de tweets contenant le terme « retraites » entre le 1er janvier et le 31 mars 2023. Source: MediaCloud via l’API de Twitter.

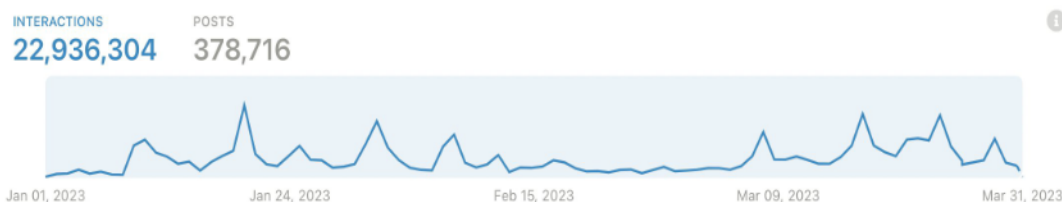


Figure 5 : l'évolution du nombre de posts dans des Pages et Groupes publics contenant le terme « retraites » et les interactions générées entre le 1er janvier et le 31 mars 2023. Source: CrowdTangle.

2. Le traitement par la presse de la réforme des retraites et de sa critique

Pour comprendre comment la presse a couvert le sujet, nous avons effectué une analyse textométrique d'un corpus constitué à partir de la base Europresse incluant tous les articles contenant l'expression « réforme des retraites », de manière à éliminer les hors sujet, publiés dans les principaux quotidiens parisiens (Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Opinion, Les Échos, L'Humanité, Le Parisien) et quelques quotidiens régionaux (La Dépêche du Midi, Le Progrès, Le Télégramme, L'Est républicain) entre le 1er janvier et le 27 mars 2023. L'échantillon final contient 8 049 articles différents. Nous avons regroupé les journaux parisiens selon leur inclinaison politique (Centre, Droite, Gauche)⁷ et nous avons regroupé les journaux régionaux dans la catégorie Indépendants.

Cette analyse nous permet d'obtenir un dendrogramme avec les principales classes de discours contenues dans les articles analysés (Figure 6). Les classes lexicales correspondent à des angles thématiques particulières adoptée par les journalistes pour parler du sujet.

Autrement dit, il s'agit des cadres liés à des questions qui émergent et à d'autres qui disparaissent dans le temps, mais aussi à des normes journalistiques ou à des positionnement politiques et éditoriaux spécifiques des médias en question. L'outil mobilisé nous permet également d'isoler des segments caractéristiques de texte, autrement dit des phrases dont le vocabulaire représente au mieux les différentes classes. Cette analyse permet d'avoir une vue globale des enjeux et des facettes privilégiés du sujet ou, au contraire, minorés dans l'espace public et l'illustrer avec des exemples.

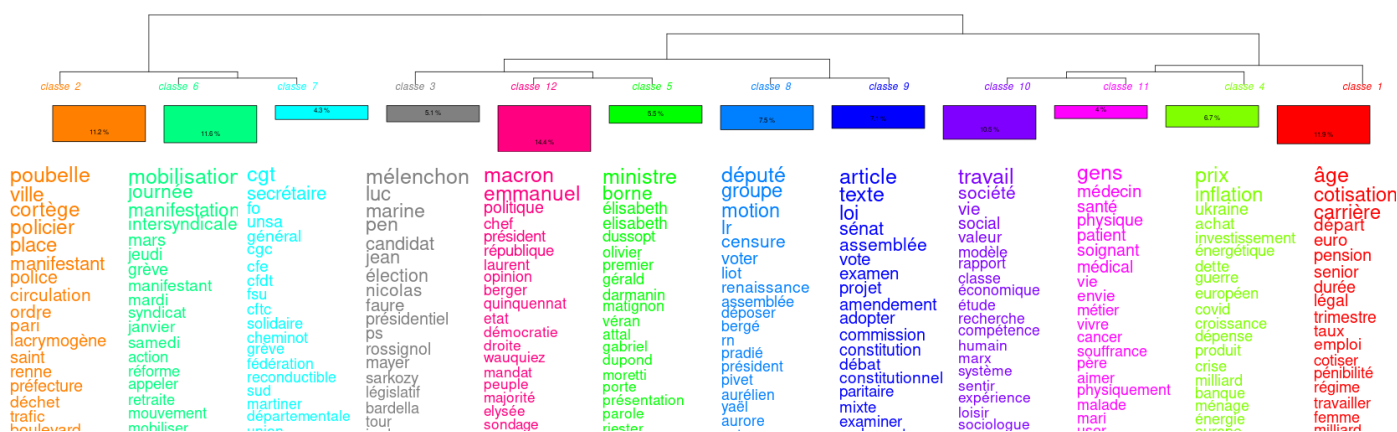


Figure 6: le dendrogramme des classes lexicales issue de l'analyse textométrique de l'échantillon avec le logiciel Iramuteq.

7 Ce classement est lui-même issu des statistiques de partage des différents titres de presse par les communautés politiques que nous avons repéré sur Twitter (voir partie 3 de ce rapport). Par exemple, la communauté politique de la NUPES a tendance à mentionner sur Twitter le compte du journal Libération. Nous avons donc classé ce journal à gauche. Idem pour Le Figaro mais dans le sens politique inverse.

Le premier groupe des classes qui se détache à la gauche du dendrogramme contient un quart du texte des articles analysés (Classes 2, 6 et 7). Il porte sur la couverture de la mobilisation avec une classe importante qui se réfère aux appels à la mobilisation et aux informations concernant les manifestations (6), une autre sur les actions, blocages, débordements et, de manière secondaire, sur la répression policière (2) et enfin une petite classe qui cite les déclarations des représentants syndicaux. La CGT domine cette classe avec 3 871 occurrences comparées au 1 903 de la CFDT et au 2 756 de l'intersyndicale, et témoigne ainsi de son rôle central dans la mobilisation.

« Grève : les lycéens appelés à rejoindre le mouvement. Ce mardi 7 mars se profile comme une large journée sociale contre la réforme des retraites l'intersyndicale est mobilisée pour une sixième manifestation organisée à Figeac à compter de 14h 30 le rendez-vous est fixé comme d'habitude devant le lycée Champollion », La Dépêche du midi, 7 mars 2023

« Dispersés vers 17h dans le secteur de république les irréductibles manifestants ont laissé place à des échanges de projectiles et de gaz lacrymogènes entre émeutiers et CRS. De nouveaux incidents marqués par 23 interpellations et dans lesquels quatre policiers ont été blessés », Le Télégramme de Bretagne, 12 février 2023.

Comme on peut le constater à la lecture de la Figure 7, ces classes sont surreprésentées parmi les quotidiens régionaux. Autrement dit, la PQR, plus près du terrain local, a consacré davantage d'espace éditorial aux différentes facettes des manifestations que la PQN, ce qui cadre aussi avec la mobilisation très forte constatée dans les petites et moyennes villes. On observe également qu'une part significative de ces articles se centre sur les débordements des manifestants (notamment les feux de poubelles et les jets de projectiles) et mentionne beaucoup plus rarement les violences policières.

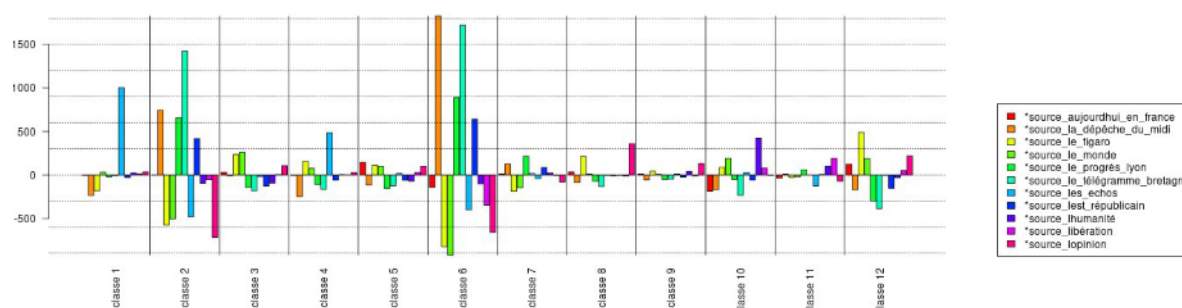


Figure 7 : la sur- et sous- représentation des journaux dans les classes lexicales

Le deuxième groupe qui se détache contient un quart du texte des articles analysés et trois classes qui se réfèrent au jeu politique (3, 12, 5), en grande majorité écrits par des journalistes politiques. La plus petite classe (3) est consacrée à l'opposition (essentiellement RN et Nupes). Une classe équivalente en taille est consacrée au gouvernement (5). La classe la plus importante de ce groupe (12) est consacrée à Emmanuel Macron et à des questions liées à l'évolution de l'opinion à son égard. Avec 6 278 occurrences, Macron est de loin le nom propre le plus cité dans l'échantillon. C'est la presse parisienne qui se distingue par l'importance de l'espace éditorial accordé à ces thématiques, notamment Le Monde et Le Figaro. Ce dernier publie proportionnellement beaucoup plus d'articles qui mentionnent Emmanuel Macron sous un jour favorable et qui citent des sources proches du chef de l'État.

« Mais pour l'heure le Président de la République Emmanuel Macron a salué sur Twitter une année record se félicitant que la France attire plus que jamais et crée des emplois signe que la politique conduite depuis six ans porte ses fruits », *Le Figaro*, 28 février 2023.

« l'heure des doutes entre le président et la majorité. Mardi matin entre les croissants et les jus d'orange Emmanuel Macron pose deux questions précises à ses convives : comment sentez vous la séquence politique ? », *L'Opinion*, 22 mars 2023.

Le troisième groupe de classes qui se détache contient 15% du texte et deux classes qui se réfèrent au débat parlementaire à l'Assemblée et au Sénat (8 et 9). Ce sont également les journaux parisiens qui se distinguent sur la thématique du jeu parlementaire, et notamment L'Opinion et Le Figaro clairement positionnés à droite. A contrario, la PQR semble peu intéressée par ces questions (Figure 8).

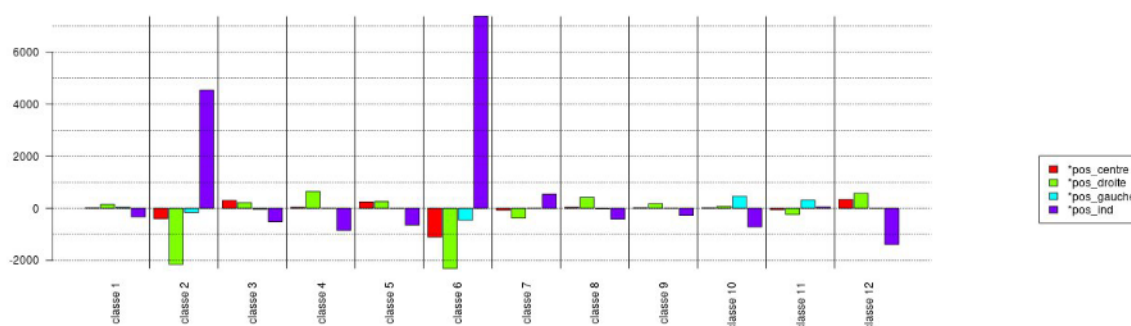


Figure 8 : la sur- et sous- représentation des journaux regroupés par orientation politique dans les classes lexicales.

Enfin, le quatrième groupe de classes qui se détache porte sur les dimensions socio-économiques de la réforme et représente un cinquième du corpus (Classes 10, 11, 4 et 1). La classe la plus fournie (1) porte sur des explications techniques sur les conséquences du report de l'âge de la retraite sur les carrières, notamment pour les femmes, les seniors et les métiers pénibles. La classe 4 porte sur le contexte économique (inflation, crise énergétique, guerre en Ukraine). Ces deux classes sont sur-traitées par Les Échos en raison de leur dimension économique. La classe 11 porte sur les conséquences du travail sur la santé des salariés et la classe 10 sur la question plus générale du rapport au travail, du système de production et du modèle social français. Sans surprise, dans ces deux thématiques sont sur-représentés des journaux classés à gauche, Libération et L'Humanité. Mais un très grand nombre d'articles comportant des témoignages de proximité au sujet du travail sont publiés par la PQR.

« la classe laborieuse représente le moteur de la société créant la richesse par sa force de travail, la socialisation de la production constitue donc la pierre angulaire de la justice sociale », *L'Humanité*, 10 février 2023.

« les soignants sont cassés et les gens ne veulent plus travailler dans notre domaine, on manque de médecins et d'infirmiers on a une pénibilité qui n'est pas reconnue », *La Dépêche du Midi*, 16 mars 2023.

« depuis la covid toutes les statistiques de santé mentale montrent une explosion des burn out et du mal-être global le tout dans un contexte d'épidémie de maladies chroniques comme les gens vont plus mal il faut prendre plus de temps en consultation », *Le Télégramme de Bretagne*, 7 mars 2023.

La mobilisation de ces cadres médiatiques à travers lesquels est vue la réforme n'est pas distribuée de manière régulière dans le temps, car leur importance varie en fonction de l'actualité comme on peut le voir dans la Figure 9. Ainsi, au début de la période analysée, et jusqu'à la mi-février les classes les plus présentes sont celles qui portent sur les explications techniques de la réforme, sur le contexte économique et sur le discours et la tactique gouvernementale.

Le débat sur le modèle social français et sur le travail ainsi que sur les dégâts sur la santé émerge au moment de la première mobilisation et s'étale jusqu'au début mars. Enfin, à partir de la manifestation massive du 7 mars apparaît la classe sur les débordements et les violences qui se renforce à partir de l'utilisation du 49.3 le 16 mars et le début des manifestations spontanées. C'est à ce moment aussi qu'émergent les classes sur les débats parlementaires et sur Emmanuel Macron, avec les débordements et la répression policière, ce dernier devenant le principal objet de la couverture médiatique à la fin de la période étudiée, notamment en raison de son interview de 13h du 22 mars. À la fin du mois de mars un face à face s'installe dans la presse entre le Président et la « foule », comme il l'appelle, des manifestants.

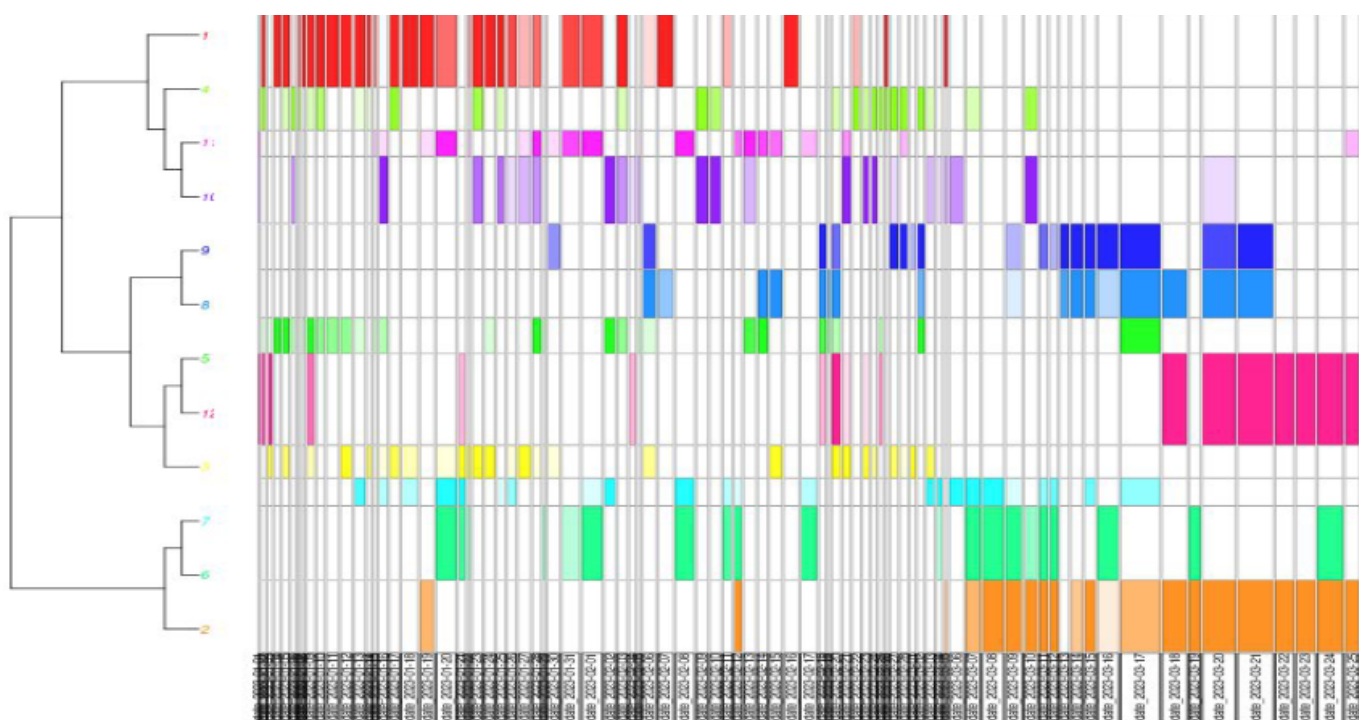


Figure 9 : la sur- et sous- représentation des classes lexicales dans le corpus en fonction de la date.

3. Les réseaux et les discours autour de la réforme des retraites sur Twitter

Twitter constitue une arène centrale où se joue en grande partie la hiérarchisation et le cadrage des faits politiques. Ceci en raison de son architecture technique ouverte, qui en fait un outil de communication de choix. C'est donc là où se déclenchent des nombreuses polémiques et controverses et où s'effectuent les premières prises de position des acteurs politiques. Les usagers de Twitter sont également caractérisés, en moyenne, par une surreprésentation des catégories socioprofessionnelles à niveau d'études élevé, hautement politisées et qui occupent des fonctions susceptibles de favoriser leur participation aux controverses politiques complexes comme celle qui nous intéresse ici.

Pour analyser la discussion autour de la réforme des retraites sur Twitter nous avons ainsi collecté 1 071 324 tweets contenant le terme « retraites » émis par 243 955 utilisateurs différents entre le 20 janvier et le 14 mars 2023. Dans un premier temps nous avons analysé les communautés qui se forment sur Twitter autour du sujet à partir des mentions entre utilisateurs. Dans un deuxième temps nous avons effectué une analyse textométrique des tweets.

Le graphe issu de l'analyse du réseau des mentions des 15 000 comptes les plus mentionnés de notre échantillon, qui concentre l'essentiel de figures politiques et des médias (Figure 12), confirme la tripolarisation du paysage politique français. Les trois blocs qui émergent, et qui représentent chacun approximativement 20% de l'échantillon, sont celui du gouvernement et de ces soutiens (Renaissance, Horizons, Modem et la majorité des Républicains), celui du Rassemblement National et des autres formations d'extrême droite (Reconquête, Debout la France, Les Patriotes) et celui de la gauche (LFI, Europe-Écologie Les Verts, Parti socialiste et Parti communiste) et de la gauche radicale (par ordre d'importance en termes de mentions Révolution Permanente, NPA, Lutte Ouvrière). Au niveau des médias, on observe la place centrale qu'occupe BFMTV dans les échanges ainsi que des préférences médiatiques marquées politiquement (CNEWS pour l'extrême droite, Europe 1, Le Point, LCI, RTL, Le Figaro, Les Échos et L'Opinion pour les soutiens du gouvernement, y compris Les Républicains, France Inter et France Info pour la gauche, avec une nette préférence pour Mediapart en ce qui concerne LFI et Libération et L'Humanité pour le reste de la Nupes, Le Monde et Le Parisien étant cités par plusieurs communautés politiques à des degrés comparables).

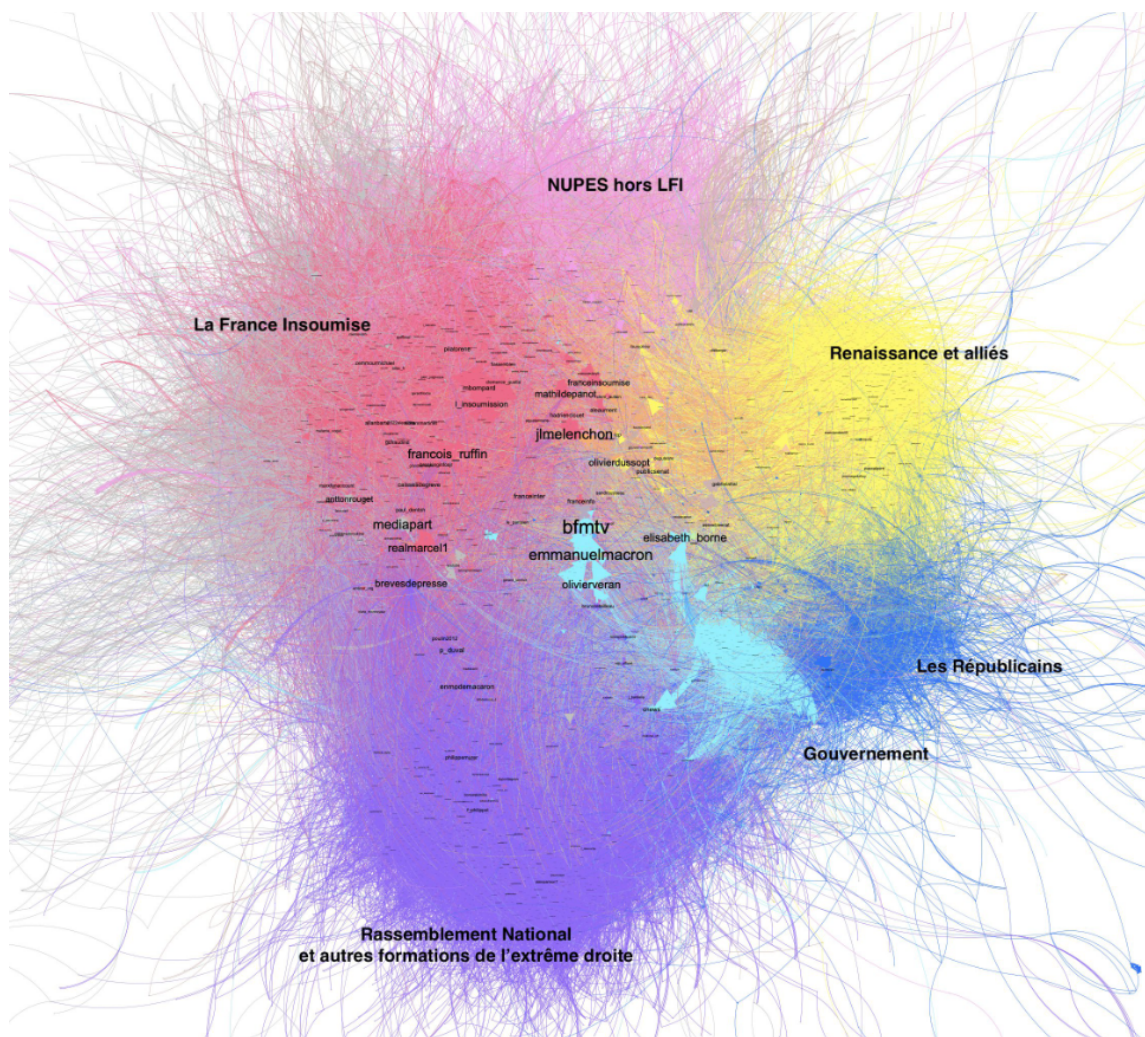


Figure 10 : le graphe des mentions montrant les communautés politiques sur Twitter.

D'un point de vue discursif, le contenu de ce corpus est relativement faible, étant donné la brièveté des messages sur Twitter. En revanche, il fait émerger les stratégies argumentatives des différentes communautés politiques. L'analyse textométrique fait émerger huit classes lexicales correspondant à autant des thèmes abordés par les différentes communautés politiques. Parmi les soutiens du gouvernement, et donc de la réforme des retraites, nous trouvons une surreprésentation des classes 1 et 2. La première comprend une critique de l'opposition de gauche, et notamment de Jean-Luc Mélenchon, pour son discours jugé démagogique (racolage) et leur tactique parlementaire consistant à poser un très grand nombre d'amendements (obstruction).

« la retraite par répartition est l'exemple même de la solidarité humaine entre générations elle doit être absolument pérennisée financièrement pour nos enfants. Votre politique de racolage et d'obstruction est un obstacle pour la rendre pérenne honte à vous Mélenchon »

La seconde comprend une autre charge contre la gauche, et notamment LFI, dont les arguments sont taxés de propagande et de mensonge d'extrême gauche car elle cacherait des éléments qui aggraveraient les finances du système de retraites comme le déficit du régime des fonctionnaires. D'autres arguments, en faveur de la réforme, utilisent des comparaisons avec les autres pays de l'Union européenne où l'âge de la retraite est plus élevé, mais aussi les injonctions de la Commission européenne envers la France pour rétablir ses finances.

« Propagande et mensonges de l'extrême gauche LFI, le cor indique déficit retraite 2023 7 milliards 2030 12 le cor oublie 30 milliards an de déficit des retraites des fonctionnaires tous pays une retraite à 65 ou plus »

Ces classes comprennent un lexique très agressif, à la limite de l'insulte. Elles sont aussi très peu volumineuses (moins de 10% du corpus), ce qui montre la portée limitée de ces arguments.

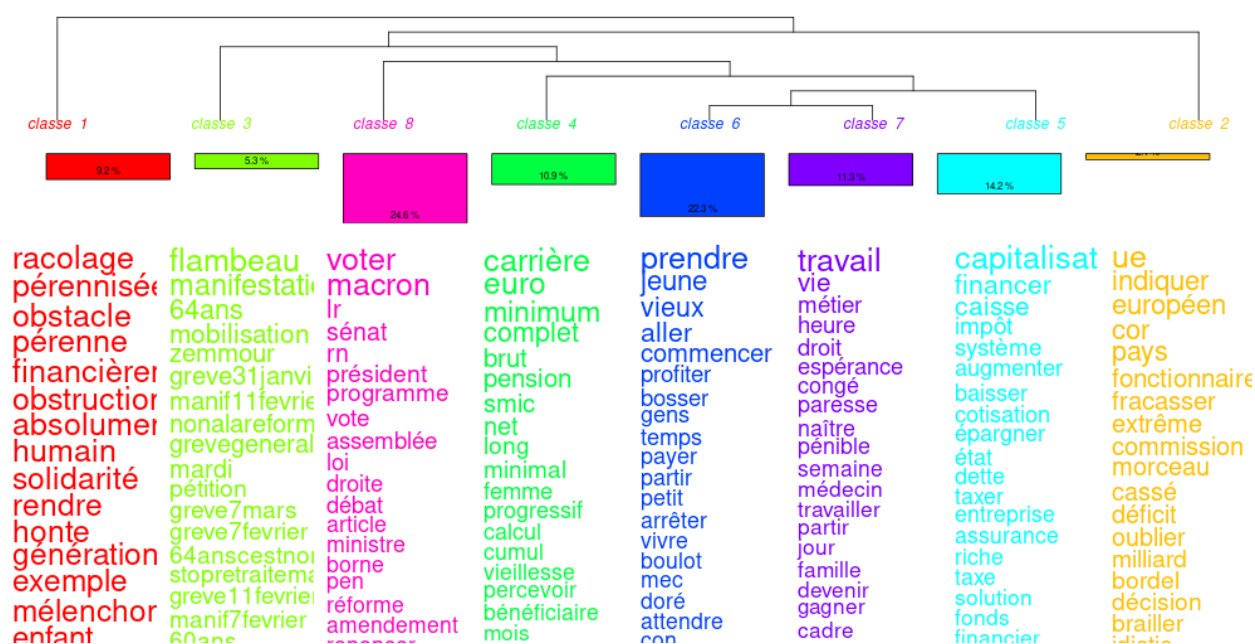


Figure 11 : le dendrogramme des classes lexicales issue de l'analyse textométrique de l'échantillon avec le logiciel Iramuteq.

Du côté des opposants, parmi les soutiens du RN et des autres formations d'extrême droite, on trouve une surreprésentation dans la classe 8 qui se réfère au vote du Sénat et à la stratégie d'Emmanuel Macron à ce sujet. Pour les soutiens du RN, clairement positionnés contre la réforme, c'est l'occasion d'attaquer le gouvernement mais aussi la droite des Républicains en raison de leur vote. Il y a aussi des attaques vers la gauche à qui on reproche de ne pas faire l'union nationale pour défendre la cause :

« Comment les lrf ps eelv osent ils trahir l'union nationale contre la réforme des retraites voter contre cette loi uniquement ne veut pas dire un soutien au rn qui vote aussi contre cette réforme des ânes et bourricots auraient mieux compris les enjeux cordialement ps »

Le même groupe est surreprésenté dans la classe 6 qui porte sur la question de l'âge de départ à la retraite. Comme ces utilisateurs proches de l'extrême droite sont d'accord avec la gauche sur le fond, ils cherchent à s'en distinguer par des références à l'histoire et des reproches tactiques.

« hey coco rigolo commencez par dire à votre maître que la retraite à 60 ans ce n'est pas du populisme et ensuite pendant que vous prendrez des leçons d'histoire du parti communiste nous on va faire le job contre la macronie »

En dehors, des prises de position des sympathisant du RN, dans la même classe on trouve des nombreux témoignages et exemples qui tentent de démontrer l'absurdité du relèvement de l'âge de départ.

« quand j'ai commencé à travailler en 1984 il y avait un collègue qui allait prendre sa retraite à 60 ans. Il en a profité 3 mois, il est mort pendant un repas dominical familial il s'est écroulé dans son assiette »

La droite des Républicains est surreprésentée dans la classe 5 dans laquelle est développée un argument critique envers la proposition d'une partie de la gauche de financer les systèmes de retraites en augmentant l'impôt sur les plus riches. Dans les messages de cette classe est reproduit l'argument selon lequel le recours à l'impôt et au budget de l'État pour financer les retraites signifierait la fin du régime par répartition. De ce point de vue, les partisans de la ligne majoritaire chez les Républicains, mettent en œuvre le même raisonnement que les soutiens du gouvernement mentionné plus haute : la réforme des retraites, et notamment le relèvement de l'âge de la retraite, est nécessaire pour sauver le système par répartition.

« financer un régime de retraite par répartition par l'impôt ou la taxe c'est sûr que cela nous mène tout droit à de la retraite par capitalisation »

« un système de retraite par répartition doit être équilibré sinon changez le système payez les retraites avec les taxes et les impôts et misez sur les retraites privées par capitalisation »

La gauche quant à elle est surreprésentée dans la classe 3, qui porte essentiellement sur des appels à manifester. Dans la classe 7 se déroule un débat intéressant impliquant des membres de toutes les communautés politiques qui se réfère à la question de la place du travail dans la vie. D'un côté les partisans de la réforme reprennent les éléments de langage du gouvernement sur une gauche « paresseuse » qui ne reconnaîtrait pas dans la « valeur travail ». De l'autre, les opposants, défendent un équilibre entre temps de travail et temps libre ainsi que l'idée d'une retraite méritée à un âge où il est possible d'en profiter pour les gens qui ont travaillé durement.

« ils ne connaissent rien à la vie du travail penser à sa retraite alors que tu ne travailles même pas c'est être né fatigué comme par hasard ils veulent du droit à la paresse »

« en plein débat sur la retraite la valeur du travail et le droit à la paresse revient sur l'articulation de nos vies entre le travail le temps libre et l'usage que nous en faisons »

4. Les commentaires de la pétition en ligne « Retraites : Non à cette réforme brutale et injuste »

L'intersyndicale nationale qui comprend les huit principaux syndicats français opposés à la réforme des retraites, a lancé le 13 janvier 2023 une pétition en ligne sur la plateforme Change.org qui le 2 avril a atteint plus de 1 150 000 de signatures. Au moment de signer la pétition, un certain nombre de signataires ont déposé un ou plusieurs commentaires sur la plateforme. Le 24 mars nous avons pu en récolter et analyser 27 000. Il s'agit bien des propos exprimés par des opposants à la réforme parmi les plus actifs. Ce corpus nous permet donc d'avoir un aperçu de leurs arguments et préoccupations. Par ailleurs, comme on peut le constater dans la Figure 10, l'essentiel des commentaires a été posté en janvier et, beaucoup moins en février. Ils portent donc sur l'état de la discussion au moment de la mise à l'agenda de ce projet par le gouvernement.



Figure 12 : l'évolution du nombre de commentaires pendant la période étudiée.

Comme dans le cas de la presse nous allons baser notre analyse sur le dendrogramme des classes lexicales (Figure 11) et les segments caractéristiques que nous allons utiliser comme des exemples illustratifs de chaque classe lexicale.

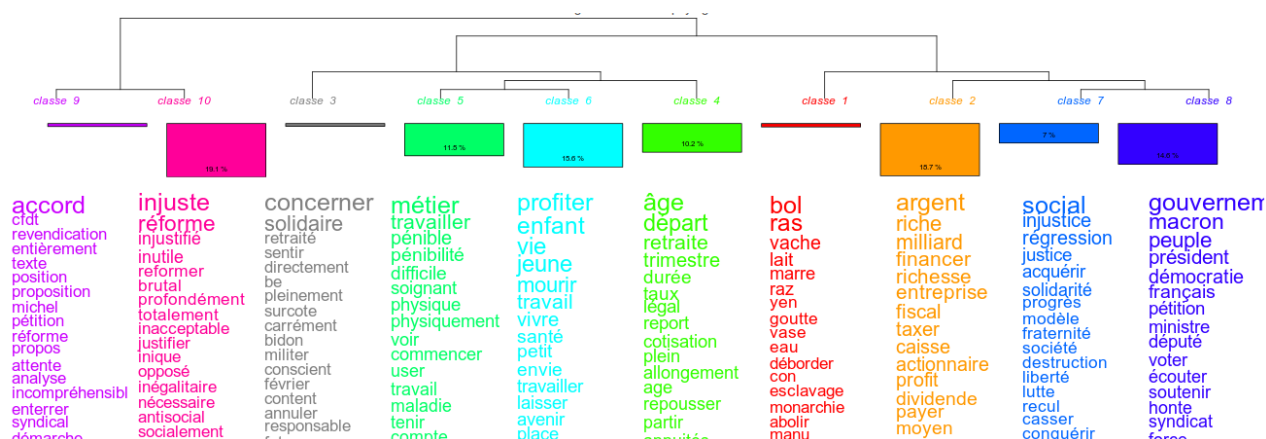


Figure 13 : le dendrogramme des classes lexicales issue de l'analyse textométrique de l'échantillon avec le logiciel Iramuteq.

- **Être signataire par solidarité**

Les deux premières classes qui se distinguent portent sur les motivations qui soutiennent les signatures. La solidarité apparaît là comme un trait d'union entre toutes les formes de motivation exprimées. En effet, certains signataires admettent ne pas être directement impactés par la réforme mais se présentent comme concernés par le mouvement par solidarité avec les travailleurs qui subiront la réforme.

D'autres signataires expriment leur solidarité pour leurs proches ou confirment être directement concernés par l'impact de cette réforme. De manière transversale, c'est un véritable appel à la solidarité qui est exprimé ici comme en témoignent ces propos caractéristiques de la classe 9 :

« Je me sens pleinement concernée par cette mobilisation car je pense qu'il y a d'autres personnes à ponctionner avant les travailleurs »

« Parce-que je suis concernée et je me sens concernée pour mes enfants »

- **« Je suis solidaire » : l'expression de la force du collectif**

Mot d'ordre important dans le corpus (384 occurrences) de la pétition dotée d'une fonction phatique reprise par la quasi-totalité des signataires qui se présentent ainsi ou qui concluent leurs propos par « *Je suis (retraité) (travailleur) (etc.) et je suis solidaire* ». Ce mot d'ordre est aussi doté d'une référence qui est faite explicitement au régime dit « solidaire » de retraite, au « modèle français solidaire » et dit ainsi l'attachement qu'ils ont au système actuel des retraites mais aussi les uns aux autres, témoignant ainsi d'une forte convivialité sur la plateforme et d'un dépassement clairement énoncé des cas individuels pour mettre en avant leur version de l'intérêt général.

« Retraité je suis solidaire de ceux qui le seront un jour. »

« Je suis retraitée et solidaire avec tous ceux qui trouvent cette réforme injuste. »

« Je suis solidaire »

« Solidaire depuis l'Italie »

« D'autres voies sont possibles et on se doit de les étudier avant d'opter par référendum. C'est cela la démocratie sociale et solidaire. »

« Notre système solidaire n'est pas à brader !! »

« La France est un modèle social et doit le rester. Il n'est pas question de solliciter d'avantage les plus précaires ! »

- **La violence « gouvernementale »**

Dans la pétition en ligne mais aussi sur Twitter, la question de la violence en manifestation de la part des « casseurs » ou des « bloqueurs » fait l'objet de réponses sans détours en ligne. D'un côté, on relève nombre d'internautes qui font part de leur « peur » d'aller en manifestation et qui mettent en cause la violence policière et de l'autre des internautes qui pointent depuis le début de la séquence, la violence symbolique que représente l'imposition de cette réforme. Dans tous ces cas de figure, et de manière majoritaire, on retrouve une critique sans appel des ordres et consignes de répression policière donnés par le gouvernement et ses ministres et du choix politique qui semble incompris du point de vue de sa brutalité, que représente cette mise à l'agenda de la réforme.

« Il y avait d'autres voies pour améliorer le régime des retraites par répartition mais qui demandait au préalable de respecter et d'entendre ceux qui travaillent. Je sais, sans aucun doute, que Macron et les ultra riches qu'il sert me méprisent profondément. Ce sont des prédateurs et je suis leur proie. »

« Ras le bol de la violence sociale de ce gouvernement »

- **La « violence faite aux femmes »**

Dans la pétition, nous relevons de manière transversale, comme innervant la majorité des arguments présentés contre la réforme des retraites, la question de l'invisibilisation et la dénégation des femmes dans ce projet. Les internautes pointent avec ironie mais davantage encore avec sidération, l'incohérence d'une parole gouvernementale qui dit s'intéresser à rééquilibrer les asymétries de traitement entre les femmes et les hommes depuis le début de son mandat, et qui au final, s'emploie à creuser l'écart de traitement et aggraver les inégalités de départ.

« Violence faite aux femmes ! Ce n'est pas que dans les couples ! Depuis dix ans le nombre de femmes victimes d'accidents cardio-vasculaires augmente, le plus souvent à la ménopause, stoppant d'un coup net leur espérance de vie en bonne santé. le surmenage et le stress en sont les principales causes. Beaucoup d'entre elles ne savent pas combien de temps, elles vont pouvoir continuer à travailler. La vie d'abord ! »

« C'est une réforme pour les employeurs et les gens de la finance et pas pour les salariés ! Les arguments financiers ne sont pas du tout avérés, les femmes sont encore les grandes perdantes, mais E.MACRON s'en moque, il ne bougera pas parce qu'à la fin de son mandat »

« Égalité des salaires hommes femmes »

- **Une vie au travail, une vie de travail**

Avec presque 5 000 occurrences pour le mot « vie » et 2 000 pour le mot « travail » dans le corpus de la pétition, et des associations régulières de ces occurrences, c'est un débat sur le sens du travail, celui de la vie également qui va prendre rapidement place, tout comme dans le corpus prélevé et analysé sur Twitter. C'est la place du travail dans une vie qui est aussi repensée ainsi que la fonction politique de représentant et d'élu face à la surdité et à l'impunité relevées par les signataires. La retraite est présentée comme « l'autre vie », celle qu'il faut préserver au risque sinon de n'avoir qu'une seule vie de travail. La perte de sens apparaît alors significativement dans le corpus et témoigne par sa mise en discussion ou ses mentions, non pas simplement d'un cadrage sous l'angle de la peur existentielle mais bel et bien d'un choix de vie en société qui doit garantir un temps de repos et des perspectives pour la fin de vie, les signataires débattant ainsi rappelant par là même ce qui n'est pour eux rien d'autre que le contrat social fondateur.

« l'âge de la retraite n'est qu'un élément de la question de la place du travail dans la vie et le transforme en «casus belli» avec le pays tout entier. »

« j'ai une vie avant, après et hors de mon métier. Je souhaite pouvoir profiter au maximum et assez vite à une suite dans la dignité. »

« La retraite doit rester un temps pour une autre vie, digne et solidaire. »

- **La réforme des retraites, un choix politique du gouvernement**

Notre analyse met ensuite au jour très nettement les premiers contours d'une analyse globale de la réforme qualifiée massivement d'injuste, mais aussi de brutale, antisociale, anti-démocratique et abjecte (Classe 10). Des qualificatifs qui sont articulés à une lecture politique de la réforme. Les signataires comprennent cette réforme comme l'aboutissement d'un choix politique qualifié de « simpliste », « injuste » et « indigne » et résultant d'un choix politique, invalidant par là même le discours gouvernemental de la justification économique. Exemples :

« Cette réforme est extrêmement brutale pour les personnes qui comme moi ne sont qu'à quelques années de la retraite et ou qui ont commencé à travailler très jeune. Je la trouve par ailleurs profondément injuste particulièrement pour les femmes, simpliste, indigne »

« Cette réforme est complètement injuste contrairement à ce que les politiques veulent nous faire croire, inutile car issue d'un choix politique et non économique. Les milliards se trouvent ailleurs que chez les travailleurs »

- **L'impact social majeur et invisibilisé de cette réforme.**

La Classe 4 (10% du corpus) porte sur l'impact d'une mise en application d'une telle réforme. Du point de vue du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ainsi conjugués dans la réforme, c'est l'injustice qui est mise en avant pour des personnes ayant déjà cotisé suffisamment mais aussi pour celles ou ceux qui ont commencé à travailler avant l'âge de 20 ans ainsi que pour les femmes qui ont été en congé maternité. Exemples :

« C'est injuste d'avoir commencé à travailler à 16 ans et de nous repousser l'âge de départ alors qu'il y a plein de personnes qui n'ont pas de travail. Laissez nous partir à la retraite cela fera du travail pour ceux qui n'en ont pas »

« C'est une réforme injuste pour les femmes ayant des enfants et ayant commencé à travailler à 20 ans cotisation pendant 44 ans et trimestres enfants ne servant à rien taux plein atteint bien avant l'âge légal de départ alors qu'ils seront utiles pour les femmes ayant commencé plus tard »

- **La déconstruction argumentée de la « mécanique » de casse sociale**

Les signataires se livrent ici à une argumentation développée et construite qui répond point à point aux articles du projet de réforme des retraites. Ainsi le 13 janvier 2023, deux des propos les plus représentatifs soulignent que la durée de cotisation qui est au cœur de la réforme constitue le nerf de l'injustice, bien davantage selon eux, que la question de l'âge qui concentre les critiques :

« la retraite à taux plein sera impossible à avoir 23 ans début du travail dans le meilleur des cas pour les étudiants 43 annuités 66 ans ce n'est pas tant l'âge de départ, mais surtout la durée de cotisation qui est injuste », commentaire du 13 janvier 2023.

« c'est soit un âge minimum de départ soit une durée de cotisation, mais pas les 2 conditions applicables pour une retraite à taux plein », commentaire du 12 janvier 2023.

- **Les contre-propositions, pour une réforme alternative**

D'abord ce sont les salaires et le besoin de revalorisation du travail qui sont revendiqués comme une priorité plus importante que l'agenda de cette réforme. Cette absence de prise de considération est reprochée directement à Emmanuel Macron présenté comme insincère. Exemple :

« Macron avait promis en 2019 de ne pas toucher à l'âge légal de départ 64 ans. Dans l'enseignement c'est trop vieux, le métier est psychologiquement épuisant et je ne parle pas des salaires. D'autre part la non prise en compte des primes donne des retraites faméliques »

Ensuite, c'est un retour à 60 ans qui est proposé comme une alternative à ce projet de réforme. Les commentaires entendent souligner la caducité politique, sociale et économique d'une réforme trop rapide et qui n'aurait pas envisagé toutes les options possibles et disponibles :

« Je veux la retraite à 60 ans avec la prise en compte de la totalité des trimestres que l'on es été en maternité, au chômage, le retour de l'échelle mobile des salaires avec un smic de départ à 2000 brut 32h hebdo »

Enfin, le troisième volet le plus représentatif des contre-propositions porte sur la difficulté de l'emploi des seniors. C'est la violence symbolique et économique à leur égard qui est pointée à partir de situations types de précarité que les signataires recensent autour d'eux et de manière générale. Ainsi, l'impossibilité de « se recaser à cet âge », le fait qu'ils se « retrouvent dans une situation financière très précaire » ou encore la réduction de leurs retraites sont autant de sujets qui sont présentés comme aggravés et non solutionnés par ce projet de réforme :

« je pense notamment aux personnes dites seniors au chômage qui ne trouvent pas d'emploi et qui devront attendre encore plus longtemps l'âge de partir à la retraite et donc se retrouveront dans une situation financière très précaire »

« au moins 2 raisons les jeunes qui font des études ne seront pas à la retraite avant longtemps ou auront des retraites réduites et à partir de la soixantaine les entreprises cherchent à se débarrasser des seniors qui ne peuvent plus se recaser à cet âge »

- **Qui sont les vrais perdants de la réforme?**

Contrairement au discours du gouvernement et d'une partie des médias, les signataires de la pétition semblent avoir très bien compris le contenu de la réforme, ses conséquences, les raisons pour lesquelles elle a été décidé ainsi que les alternatives possibles, y compris dans les dimensions les plus techniques. Leur opposition n'est donc pas le résultat d'un manque de pédagogie ou d'une supposée absence de culture économique, mais bien d'un désaccord réfléchi et argumenté. On lit une détermination totale dans le refus du report de l'âge de départ qui s'appuie sur trois points principaux : la non reconnaissance de métiers qui sont pénibles (soit physiquement soit psychologiquement) et qui sont associés à des métiers pourtant « essentiels » ; le constat de l'impossibilité de poursuivre au-delà de 62 ans sans contracter une maladie liée au travail ; et l'épuisement généralisé des travailleurs qui sont au regret de voir qu'aucune vigilance ou protection de l'État n'est mise en place. Un argument transversal cristallise l'ensemble des revendications autour du combo « carrière longue, métier pénible, mortalité précoce ». Enfin, une dernière catégorie est mise en avant ici, ce sont les femmes. Les commentaires citent les carrières interrompues, les salaires inférieurs aux hommes et les congés.

« j'ai fait que des boulots pénible dans ma vie et que je n'aurais pas la force d'aller jusqu'à 64 ans »

« Travail trop dur et non reconnu pénible »

« Je ne veux pas mourir ou finir en mauvaise santé au travail, alors que les jeunes ne trouvent pas de travail, que les seniors sont fatigué-es d'avoir donné leurs vies pour le travail et devoir continuer de travailler. Pour toutes les personnes mortes avant même d'avoir eu accès au droit à la vie après le travail ».

« Je ne sais pas comment font et vont faire ces milliers de femmes qui ont auront un métier pénible un emploi précaire et une carrière non continue le projet ne va qu'amplifier ces effets ».

- **Repenser la place du travail dans une vie, laisser la place aux « jeunes »**

Cette thématique représente 15% du discours classé et porte sur l'équilibre entre temps de travail et loisir. La retraite est vue comme une « seconde vie » méritée qui doit permettre de profiter de leurs dernières années.

« il n'y a pas que le travail dans la vie il y a la famille aussi mourir au travail non la retraite est faite pour lire profitez des petits enfants et finir sa vie paisiblement pas pour travailler pour les actionnaires place aux jeunes » ; « c'est injuste de travail à la tombe plus droit de profiter un peu de la vie avec ses enfants et ses petits enfants et de vivre un moment de paix »

Une fois encore, ce sont les activités non rémunérées et solidaires qui sont évoquées comme la garde des petits enfants qui est présentée comme essentielle, l'aide à un proche malade et les activités associatives, autant de fonctions sociales clefs qui nécessitent des retraités en forme pour contribuer au bien commun et aider leurs enfants à s'en sortir financièrement :

« donnons du travail aux jeunes profitons toutes et tous de la retraite à 60 ans n'oublions pas que les retraités font vivre les associations et aide pour la garde d'enfants soutiens aux parents vieillissants »

- **Une lecture politique et institutionnelle de la réforme**

Au delà du « ras le bol » exprimé par les signataires, l'inégalité sociale de cette réforme est soulignée du point de vue des asymétries de traitement que cette réforme porte fondamentalement. L'anti-constitutionnalité de la réforme est dès le départ pointée sous les traits des privilèges préservés pour une classe sociale très favorisée, « les ultra riches » et qui sont les « vrais bénéficiaires » de la réforme.

« ras le bol d'être une vache à lait pour les ultra riches je veux partir à 60 ans en retraite et faire un road trip. Foutez nous la paix ! »

« c'est une réforme injuste et injustifiée ras le bol de ce système qui considère les classes populaires comme des vaches à lait et de la chair à canons »

Ainsi, le volet financier de la réforme est mis en débat dans les commentaires et discuté pour proposer d'autres solutions. Le recadrage porte notamment sur l'asymétrie de traitement entre certaines classes sociales. Un premier point porte sur les « très riches » et dénonce le peu de participation qui leur est demandée, l'accroissement exponentiel de leurs richesses parallèlement aux difficultés du système social (retraite, santé...).

« plutôt que de s'atteler au partage des richesses et taxer les super profits et les entreprises du CAC 40 l'argent se trouve dans les poches des plus riches et non pas en faisant travailler et cotiser plus longtemps »

« c'est honteux quand on connaît la somme thésaurisée de 544 milliards par les ultra riches en 2022 sans compter les évasions fiscales et les contributions diverses de l'état par le gouvernement aux très grosses entreprises du CAC 40 par le biais de nos impôts au détriment de toutes les fonctions de notre démocratie »

Une part des débats porte notamment sur les dépenses effectuées par l'État lors des dernières crises, notamment en soutien aux grandes entreprises et à l'Ukraine :

« L'état a pu trouver des milliards d'euros pour le quoi qu'il en coûte argent qui a servi à gaver les actionnaires des grosses entreprises du CAC 40 ainsi que des labo pharmaceutiques et maintenant il veut se rembourser sur le dos des futurs retraités »

« j'aimerais que mr macron nous explique comment ça se fait qu'il est prêt à déboursier 400 milliards d'euros pour financer la guerre en Ukraine et qu'en même temps il nous explique que l'état n'a pas les moyens de financer les retraites nous ne sommes pas dupes »

C'est la nécessité de la réforme qui est ici remise en question au regard de la situation des classes sociales les moins favorisées et des classes moyennes en France aujourd'hui au sortir de ces crises. La réforme est jugée non opportune mais aussi particulièrement aggravante pour une grande partie des français qui vivent dans une grande précarité ou sous la menace constante d'une précarisation. Les signataires évoquent donc la non légitimité de la réforme en soulignant la régression sociale qu'elle va entraîner et qui n'a pas été anticipée par le gouvernement. Cette notion de régression est associée aux acquis sociaux (qui sont perdus) et à la façon dont ils ont été acquis.

« parce-que ce gouvernement s'emploie à détricoter les acquis sociaux pour lesquels nos aînés se sont battus et au nom desquels ils sont parfois morts et pour une société de progrès qui ne soit pas celle de l'ultra libéralisme »

À nouveau, on retrouve la notion de « choix » politique qui commande cette réforme sans aucune justification légitime d'un point de vue social et institutionnel selon les signataires. Emmanuel Macron et Élisabeth Borne cristallisent ici l'ensemble des tensions et des critiques et sont présentés comme agissant contre l'intérêt du peuple, contre l'avis du peuple. L'élection du président n'est pas un blanc seing pour diriger contre le peuple rappellent les commentaires de manière majoritaire :

« on ne veut pas de cette réforme le gouvernement se moque de son peuple il décide seul ou est la démocratie m macron tout le monde n'a pas voté pour vous et donc n'a pas voté cette réforme »

« le peuple n'arrive pas à se faire entendre alors qu'il donne un boulot au patron et une place au gouvernement une dictature ce cache bien derrière la démocratie »

« Le gouvernement parle de discussions, mais elles sont unilatérales car quoi que le peuple dise il passe en force avec le 49 3 ce gouvernement oublie trop facilement par qui il a été élu »

On retrouve alors les traces d'un *empowerment* retrouvé grâce à la pétition qui est vue comme une tentative de récupérer ce pouvoir. Et un rappel à l'écoute dont le gouvernement ne semble plus capable alors même que c'est dans ses fonctions démocratiques selon les signataires. Face à la surdité du gouvernement, les mouvements sociaux sont discutés comme un levier de plus pour faire entendre la voix d'une partie du peuple que les signataires considèrent comme « majoritaire » :

« le gouvernement macron passe en force et ne respecte rien ni personne priez pour que le peuple ne se réveille pas car vos abus perçu et compris pourrait mener à bien plus violent que quelques gilets jaunes mal organise »

« il faut plus qu'une pétition pour arrêter notre dictateur de président le maréchal macron tous dans la rue pour enfin réaliser la révolution qui mettra fin à la doctrine libérale économique qui sévit et détruit la France et menace l'humanité depuis des décennies »

« nous sommes une démocratie démos signifie le peuple quand 70% de la population est contre une réforme le gouvernement doit l'écouter pas l'inverse ».

Enfin, c'est la préservation des régimes de retraites spéciaux pour les sénateurs et d'autres membres du gouvernement qui est pointée comme l'illustration fidèle de l'asymétrie de traitement entre le peuple et les élus, creusant un fossé déjà existant et faisant du peuple, un corps qui doit subir et écouter, au contraire des élus qui « *décident en fonction de leurs intérêts et non d'une majorité réelle* » :

« cette réforme est injuste et injustifiée commencez donc mesdames messieurs du gouvernement par remettre à plat le régime spécial des députés et des sénateurs ».

5. Les discussions autour de la réforme sur Reddit

Nous avons décidé d'analyser la discussion autour de la réforme de retraites sur Reddit car, contrairement à la pétition on y trouve des arguments pour et contre. Aussi, contrairement à Twitter, les contributions sur Reddit sont plus longues et argumentées. En effet, la plateforme Reddit encourage la discussion en permettant de commenter des posts et de répondre à des commentaires. Les utilisateurs, soit les redditeurs, peuvent ensuite voter pour ou contre un commentaire afin qu'il « remonte » dans les discussions. Les posts et les commentaires les plus populaires connaissent ainsi une meilleure visibilité et engrangent davantage d'activité. Généralement, il est également apprécié que les redditeurs apportent la preuve de leurs propos lorsqu'ils se basent sur des données. Ceci donne lieu à des discussions très documentées, basées sur des discours politiques, journalistiques et des rapports officiels, notamment celui du Conseil d'Orientation des Retraites.

Nous avons centré nos analyses sur le subreddit r/France, le plus investi de par la communauté francophone (1 164 525 membres en mars 2023, devant les 381 554 membres de r/france). Comme chaque communauté, celle-ci comporte des règles spécifiques, par exemple de ne pas tenir de propos discriminatoires ou injurieux à l'encontre d'autres utilisateurs. Aussi, un tri est effectué parmi les membres qui peuvent participer aux discussions et seuls ceux qui affichent un taux d'implication important sur Reddit peuvent y prendre part.

Ce corpus a été extrait sur une période s'étalant du 16 janvier 2023 au 13 février 2023, soit 1 mois durant lequel quatre manifestations ont été organisées et où le texte sur la réforme des retraites est entrée en discussion à l'Assemblée nationale. Ainsi, ce corpus n'inclut pas l'usage du 49.3 par le gouvernement. Il se compose de 229 posts portant les mots « réforme des retraites », correspondants à 4 299 segments de texte.



Figure 14 : le dendrogramme des classes lexicales issue de l'analyse textométrique de l'échantillon avec le logiciel Iramuteq.

D'après notre analyse, les thématiques abordées se distinguent en trois principaux groupes de classes, allant des réflexions sur le système actuel des retraites jusqu'à la proposition d'alternatives et l'étude des cheminements législatifs de la réforme.

- **La construction d'une expertise collective à partir d'expériences personnelles partagées.**

En premier lieu, les discussions se concentrent sur les spécificités du monde du travail et les difficultés rencontrées par les redditeurs. Ils y décrivent des expériences personnelles, souvent mal vécues par eux-mêmes, par des proches ou des connaissances (classe 10). C'est la classe la plus importante du corpus Reddit (10,9% des formes). On y retrouve des formes lexicales emblématiques des inquiétudes générées par la crise de l'emploi (« enfant » ; « étude » ; « bac » ; « vivre ») ainsi que des indices de souffrance au travail (« bosser » ; « vivre » ; « mourir »). En abordant les éléments saillants des conditions de travail (« horaire » ; « 39h » ; « rtt ») et la complexité de certains profils de travailleurs, ces arguments appuient la contestation de la réforme des retraites.

« comment réduire le temps de travail hebdomadaire payer les salariés quand ils sont malades ou en congés mais vous voulez la ruine du pays et pourquoi pas interdire de payer les femmes moins que les hommes »

« et par ricochet c'est dire adieu à une partie de sa retraite puisque il est très difficile de résigner un contrat de travail après avoir été licencié à 55 ans »

« t'es concerné vas manifester même si tu ne crois pas à la retraite aujourd'hui ils veulent te bouffer sur les retraites mais hier c'était le chômage demain la sécu bientôt les salaires les congés payés »

Dans ce même sous-groupe, nous retrouvons ensuite des analyses du fonctionnement du système de retraite actuel, de la réforme et des modifications qu'elle entraînera (classe 9). Inquiets de l'impact sur leur vies personnelles, les redditeurs analysent les différents scénarios du recul de l'âge légal de départ à la retraite et se plaignent de l'allongement du temps de travail. La problématique des annuités est abordée et négociée, notamment en distinguant les différents régimes spéciaux. Les discussions vont également s'élargir au fonctionnement des différentes caisses de retraites, à l'instar d'un utilisateur qui retrace l'ensemble des régimes spéciaux.

« Je me suis amusé à essayer de démêler les chiffres de la retraite en France et bon, je dois annoncer dès maintenant que ça ne m'a pas permis de tirer de conclusion whaou. Mais comme j'y ai passé beaucoup de temps, autant partager. »

Le débat s'ouvre donc sur les perspectives de carrière et sur les alternatives au recul de l'âge légal de départ à la retraite. Également significative (9,5% des formes du corpus Reddit), cette classe correspond aux analyses les plus détaillées du système de retraites. À partir de leurs connaissances personnelles ou de recherches plus ou moins approfondies, les redditeurs construisent collectivement une réflexion en cherchant mutuellement à se convaincre.

« on pourra leur assurer un niveau de vie de 70 le niveau de vie moyen de l'époque quand les retraités actuels sont à 110 c'est quoi le rapport avec reculer l'âge de départ effectif d'ici là si ça continue il faudra aussi plus de trimestres »

« 23 ans c'est l'âge d'emploi significatif genre cdi mais c'est vraiment pas compliqué d'avoir plusieurs trimestres dès 20 ans boulot d'été la majorité des élèves ne font pas d'études supérieures à bac 3 chut »

« tu vas faire chauffer leurs petits cerveaux est-ce qu'on ta dit que tu pouvais racheter 1 année d'études à tarifs très préférentiel est-ce qu'on t'as dit également qu'un petit boulot au smic mensuel une fois par an 1 trimestre cotisé de 18 à 23 ans ça fait 5 trimestres de plus cumulé avec le rachat 9 trimestres soit un départ à 63 ans et 3 trimestres »

« reporter l'âge légal pénalise d'abord celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt alors qu'allonger la durée de cotisation concerne tout le monde sauf les retraités actuels »

« et effectivement le passage à 172 trimestres pose de gros problèmes que ce soit au sujet de la jeunesse des armées mais aussi il rend difficile d'atteindre le taux plein au vu des diverses limitations d'âge »

Ce premier sous-groupe de classe (9 et 10) est le plus important du corpus (20,4% du total du corpus Reddit). Il établit un lien entre la complexité du système de retraites et les difficultés du monde du travail. On y traite par exemple de la pénibilité de certaines professions (agriculteurs, personnels soignants, métiers manuels ou dangereux), des accidents de travail ou des taux de mortalité élevé chez les classes populaires. Ce sous-groupe sert de base d'analyse et cadre les discussions vers une analyse plus approfondie de la réforme.

- **Défense de la cause des femmes**

Dans ce même sous-groupe, nous retrouvons une part significative dédiée au travail des femmes, présentées ici encore comme les grandes perdantes de la réforme. Les reddeurs dénoncent des inégalités dues aux congés maternités qui entraînent des carrières hachurées, la pénibilité de métiers majoritairement féminins et la baisse des « gains de mois de retraite pour grossesse ».

« avec la réforme des retraites les femmes vont devoir en moyenne travailler plus longtemps que les hommes le titre est trompeur la réforme va davantage rallonger le temps de travail des femmes que celui des hommes »

« sandrine a travaillé toute sa vie professionnelle au smic dans la grande distribution mais elle s'est arrêtée durant dix ans comme femme au foyer à ce jour sandrine a acquis 75 trimestres et pense prendre sa retraite à taux plein à 67 ans en 2041 »

« déjà parce que la plupart ne peuvent pas faire de carrière complète notamment et tout particulièrement les femmes j'ai besoin d'expliquer pourquoi et ensuite parce que il faut l'adapter en fonction de la pénibilité de ton métier je dois rappeler qui a supprimé les comptes pénibilités ou ça va »

- **Une réforme injuste et inadéquate.**

Dans un second groupe de classe, les redditeurs débattent à propos de la réforme et évaluent son utilité. Ils se basent sur des critères économiques et démographiques (classes 4 et 13). Globalement, la réforme est encore une fois présentée comme étant avantageuse pour les plus riches. Les redditeurs cherchent alors d'autres sources de financements, tels qu'auprès des plus riches (classe 3), en révisant le budget de l'état (classe 2) ou en envisageant des systèmes alternatifs (classe 1).

« j'ai beaucoup de mal à croire que le système tel qu'il est actuellement nous permettra d'avoir une retraite dans 40 ans surtout vu la démographie de notre pays le nombre d'actifs cotisants ne va a priori pas augmenter donc difficile de manifester aux côtés de ceux qui proposent cette solution j'aimerais qu'on aille chercher l'argent ailleurs et qu'on répartisse mieux les cotisations actuelles et qu'on arrête d'en demander toujours plus au mêmes personnes »

« ils ne veulent pas toucher au patrimoine des hyper riches et ne veulent pas demander d'efforts aux retraités les plus aisés par clientélisme électoral »

« ben c'est pourtant ce qui va arriver si on ne fait rien encore plus qu'avec la réforme proposé il faut augmenter les droits de succession sur les très riches »

« le nombre d'actifs cotisants ne va a priori pas augmenter ce qui ne cesse d'augmenter en revanche c'est la valeur que produit un actif en 1h je pense qu'on peut trouver un équilibre ailleurs pour le coup »

« je suis d'accord l'équité consisterait plutôt à maintenir un système structurellement déséquilibré et qui va se déséquilibrer davantage 4 actifs pour un retrait en 1960 moins de 2 pour 1 en 2020 »

« à l'inverse si aucun décrochage de la rémunération des fonctionnaires n'était organisé et que la masse salariale indiciaire évoluait comme celle de l'ensemble de la population le déficit du système de retraites serait diminué de moitié à horizon 2030 »

« désindexer les retraites sur l'inflation et donc arrêter d'augmenter les dépenses aligner la csg des retraités sur celle des salariés et donc offrir plus de marge financière à l'état plafonner les montants des pensions y compris sur les complémentaires obligatoires »

« retraites une taxe de 2 sur la fortune des milliardaires français suffirait à financer le déficit l'insoumission taxe sur les emprunts fait avec collatéral problème réglé c'est comme ça que les milliardaires financent leurs vies et payent presque aucun impôts »

« il laisse espérer à ceux qui en ont les moyens de tirer bénéfice d'instruments de capitalisation pertes subies lors des crises dans tous les cas un coin est enfoncé entre les classes moyennes et les classes populaires les premières pensant être défavorisées par l'évolution du système de cette manière les gouvernements pensent pouvoir glisser progressivement vers un système beveridgien où la capitalisation individuelle ou collective joue un plus grand rôle au grand bonheur des acteurs financiers de ce marché assureurs et fonds de pension »

Même si nous observons une tendance au refus de la réforme, les avis divergent parfois et certains présentent des arguments favorables à des solutions individuelles ou par capitalisation (classe 1).

« par exemple aux pays bas ils ont un système de retraite générale identique pour tous un minimum d'environ 1200 auquel s'ajoute l'obligation d'une complémentaire retraite payée en partie par l'employeur et des facilités d'impositions pour ceux qui veulent épargner de leur propre chef sur des supports dédiés »

« si c'est vraiment un battle royale que tu proposes je vote pour retraite de base financée par l'impôt montant fixe minimum vieillesse le reste des cotisations actuelles en capitalisation au choix par les salariés » « dans un système par capitalisation les gens n'investissent pas eux même mais passent par des intermédiaires qui placent pour eux de manière assez sécurisée et en diminuant le risque quand la personne est proche de la retraite »

« beaucoup passe par ça parce que ça leur paraît plus simple mais tu peux très bien gérer ton capital par toi même un rapide calcul d'intérêt composé dit que si tu versais 300 par mois pendant 45 ans dans un truc qui paye 3 tu auras 330 000 à la fin »

« tu ne jouerais pas avec ton pea tu placerais ton argent dans un fond qui serait géré pour toi et plusieurs autres dizaines de milliers d'autres personnes en même temps »

« par personne un système de capitalisation purement individuel le 1er cas est carrément une bonne idée ça permet de mettre de côté pendant que la part de la population active est grande redistribuer quand les boomers passent à la retraite et la part de la population active diminue »

Ainsi les discussions peuvent également comporter des avis à tendance plutôt libérale, même si la majorité des commentaires critiquent le système capitaliste. Reddit compose ici une arène de discussion politisée et sourcée, qui permet aux utilisateurs de divers horizons politiques de s'informer et d'échanger à propos de la réforme. En prenant plus ou moins part aux débats, les utilisateurs expriment leurs questionnements, leurs opinions et se positionnent vis-à-vis de la réforme. Ils conservent généralement un ton plutôt respectueux et cherchent à se convaincre mutuellement, en allant parfois même jusqu'à inciter à la mobilisation ou à justifier l'utilité de se mobiliser.

« les manif c'est aussi justement pour convaincre les gens qu'ils ne sont pas seuls et qu'ils peuvent se permettre de faire la grasse mat en faisant grève les manif en province elles ont comme intérêt de faire pression sur les élus locaux qui voient des cortèges massifs contre la réforme »

« maintenant que tu es avec nous on t'attend à la manif demain 4 jours de travail par semaine jajajajajaja »

- **Rejet de la classe politique**

Un second groupe de classe rassemble deux sous-groupes dédiés aux aspects strictement politiques de la réforme. Un premier correspond à la critique de la politique gouvernementale et plus largement des partis d'opposition, qui n'arrivent pas à contrer la réforme, puis un second se consacre aux avancées législatives de la loi de réforme des retraites, notamment aux scénarios envisageables lors de son entrée au parlement. Dans le premier sous-groupe, les utilisateurs dénoncent la politique globale du gouvernement, et rejette également la faute sur les partis d'opposition, notamment La France Insoumise, le Rassemblement National et les Républicains.

« rien à ajouter l'hôpital est dans un état lamentable l'école aussi ils ruinent tout et ne réparent rien et pourtant on continue d'élire des libéraux de merde ou pire et on s'étonne que rien ne change ils ruinent tout et ne réparent rien »

« pour le coup ils ont une légitimité manu il voit vraiment les expressions démocratiques comme une perte de temps il se voit comme un ceo plus qu'un représentant du peuple »

« soit ils n'ont jamais été de gauche et profitaient de la machine énorme qu'était le ps enfin bon la gauche de la macronie est de droite rien de nouveau l'exécutif faisant des concessions à la droite »

« c'est exactement ça et c'est triste le pire c'est quand deux partis opposés ont la même idée mais juste par identité ils vont refuser l'idée de l'autre je pense aux rn et lfi c'est faux »

« mais on a voté pour une an qui n'est pas à majorité lrem co et pour autant les oppositions se regardent en chiens de faïence »

Dans le dernier sous-groupe, les redditeurs se concentrent sur les différents scénarios législatifs à venir, le 49.3 étant d'ailleurs déjà anticipé avant même l'entrée du texte à l'assemblée. Les discussions portent sur le positionnement des partis politiques et sur leurs modalités d'actions face à la réforme. La stratégie d'obstruction de La France Insoumise y est par exemple expliquée et même parfois critiquée. Les stratégies des partis d'opposition sont jugées inefficaces et les motions de censure sont également critiquées sous l'angle de leur non-aboutissement. Plus largement, certains analysent l'évolution du débat parlementaire et remettent en question le fonctionnement de la cinquième république. La gauche est jugée inefficace, la droite trop présente et l'extrême droite en forte croissance, ce qui nous donne des indices sur le positionnement politique du *subreddit*.

« pour durcir sa loi on a le choix entre un 49 3 qui sera mis sur le dos de la nupes ou un 49 3 d'un gouvernement qui ne veut pas discuter »

« et sur le ton de l'évidence que cette réforme sera adoptée et entrera en vigueur quoi qu'il arrive les mêmes se réjouissent d'avoir trouvé un point d'atterrissage avec le parti les républicains lr au parlement »

« stratégie d'attente dans ce jeu complexe le parti d'extrême droite qui continue de jouer la carte de la notabilisation se tient donc prudemment à distance du face_à_face entre le gouvernement et le front syndical uni relayé par la nupes au palais bourbon »

« elle qui a longtemps défendu un départ à 60 ans c'était l'époque du virage social du parti lepéniste avant d'enterrer ce marqueur lors de la dernière présidentielle au profit d'une position plus raccord avec celle de lr ou du macronisme droitisé »

« en théorie dans une démocratie le gouvernement ne négocie pas avec le peuple il exécute sa volonté sur ce genre de grandes réformes il faudrait vraiment un mécanisme dans lequel chaque groupe parlementaire prépare sa réforme et où on vote ensuite au suffrage universel à deux tours »

- **Critique des médias**

Pour finir, les redditeurs développent un discours critique vis-à-vis des médias. Ils utilisent les articles de presse en ligne comme des sources d'informations qui permettent d'ouvrir les discussions. Ils analysent et critiquent les lignes éditoriales des titres de presse à partir d'articles et de leurs connaissances personnelles. Ils jugent la qualité du travail journalistique et recommandent certains articles. Le discours journalistique est souvent distingué des faits relatés puis re-contextualisé, le prisme journalistique étant vu comme un biais à la présentation d'une information neutre. Les utilisateurs tentent ainsi de rassembler des informations pour permettre aux membres de la communauté de se construire un avis en connaissance des supposés biais journalistiques.

« à l'assemblée gauche et majorité s'écharpent sur le financement des retraites article différent de celui de marianne article un peu moins daubé que celui du magazine marianne qui focalise sur un amendement de merde d'un communiste soutenu par la droite alors que les débats sont bien plus larges »

« cf la tribune d'un des anciens économiste conseillant macron sur son premier mandat voir sur le monde de plus il parle de justice avec cotiser plus pour atteindre les 40 années d'annuités mais c'est encore pire »

« la dernière fois que je l'ai posté en com on m'a juste répondu que terra nova était de droite il est super cet article en tout cas c'est ça la gauche de gouvernement pas les histrions avec leur phobie ridicule des milliardaires »

« un quart des hommes et 13 des femmes les plus pauvres meurent avant 62 ans dès la première phrase une contre vérité du grand mediapart »

Reddit ouvre ainsi une arène de débat inédite pour la réforme des retraites, où les utilisateurs suivent et critiquent l'évolution du texte de loi.

6. La controverse autour de la réforme des retraites sur Facebook

Parmi toutes les arènes numériques étudiées, Facebook est celle qui a été la plus étudiée par le mouvement des gilets jaunes. On peut donc s'attendre à ce que cette nouvelle controverse impliquant le gouvernement sous la présidence Macron réactive les réseaux des gilets jaunes qui s'y trouvent encore. Pour vérifier cette hypothèse nous avons obtenu via l'outil CrowdTangle les posts incluant le mot « retraites » et publiés dans des Groupes publics entre le 1er janvier et le 27 mars 2023. Nous avons fait le choix d'écartier le contenu des Pages publiques dans notre échantillon de manière à nous concentrer sur l'expression citoyenne et éviter d'y inclure le discours institutionnel et médiatique. Nous avons ainsi obtenu 42 517 posts qui contiennent du texte (le reste étant des images ou des vidéos).

L'analyse textométrique, une fois écartées les classes hors sujet, fait émerger deux catégories de classes de discours. À gauche du dendrogramme il y a trois classes importantes. La première, la plus significative en volume (classe 9), représente près d'un quart du corpus et se réfère au processus politique (vote au Sénat et absence de vote à l'Assemblée, positions des groupes de députés et notamment des Républicains, motion de censure et, surtout, Emmanuel Macron). Comme on le verra plus loin, la personne du chef de l'État cristallise une partie importante des réactions. Les deux autres classes se réfèrent respectivement au contenu de la réforme et à ses dimensions techniques (classe 4) et, de manière inattendue, à la guerre en Ukraine (classe 8).

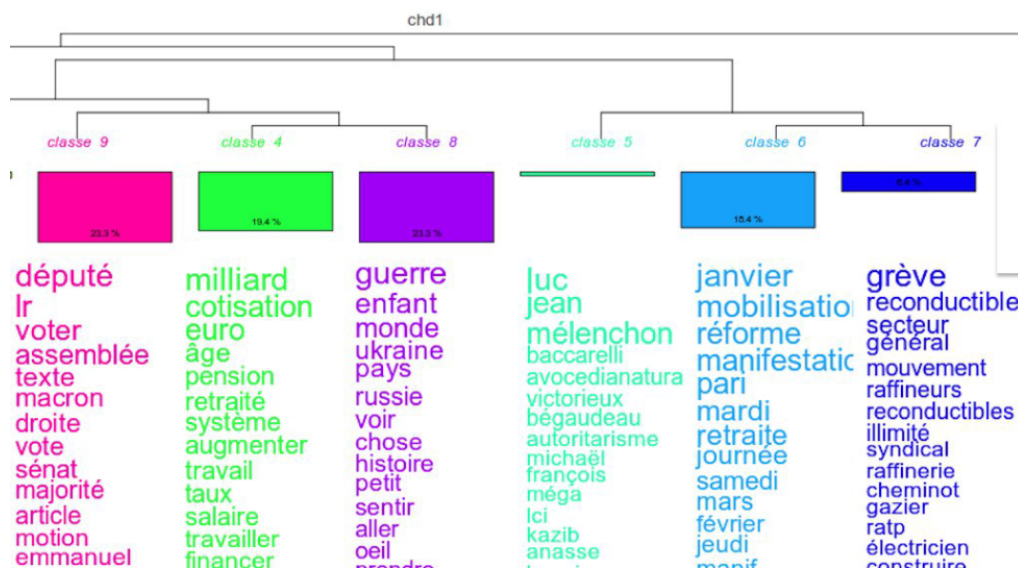


Figure 15 : le dendrogramme des classes lexicales issue de l'analyse textométrique de l'échantillon avec le logiciel Iramuteq.

À la droite du dendrogramme se dégagent trois classes liées à la mobilisation contre les retraites. La plus importante (6) se réfère aux manifestations et est complémentaire de la classe 7 qui porte sur les grèves. La classe 5, beaucoup moins importante en volume, mentionne des personnalités (hommes politiques, intellectuels et syndicalistes) opposés à la réforme.

De manière générale, le contenu des posts est pauvre d'un point de vue discursif et lexical. Il y aurait plus d'intérêt à analyser les commentaires mais leur collecte est désormais interdite par Facebook. Par contre, un paramètre intéressant est celui du nom des groupes recensés. En effet, en l'examinant de près on constate que le plus grand nombre de posts (5 620 sur 42 517 soit plus de 13%) émanent des groupes se revendiquant explicitement des gilets jaunes. Une autre partie importante des posts est publiée dans des groupes qui revendiquent explicitement dans leur titre de leur opposition à Emmanuel Macron (Les Français contre Macron, mouvement citoyen Anti-Macron, pour la démission d'Emmanuel Macron, Allons virer Macron etc.), sans que leur positionnement politique soit clair. Ces groupes se saisissent de la réforme de retraites, qualifiée massivement comme dans la pétition d'« injuste » et de « brutale », pour attaquer leur cible privilégiée en la personne d'Emmanuel Macron et, de manière secondaire, le gouvernement.

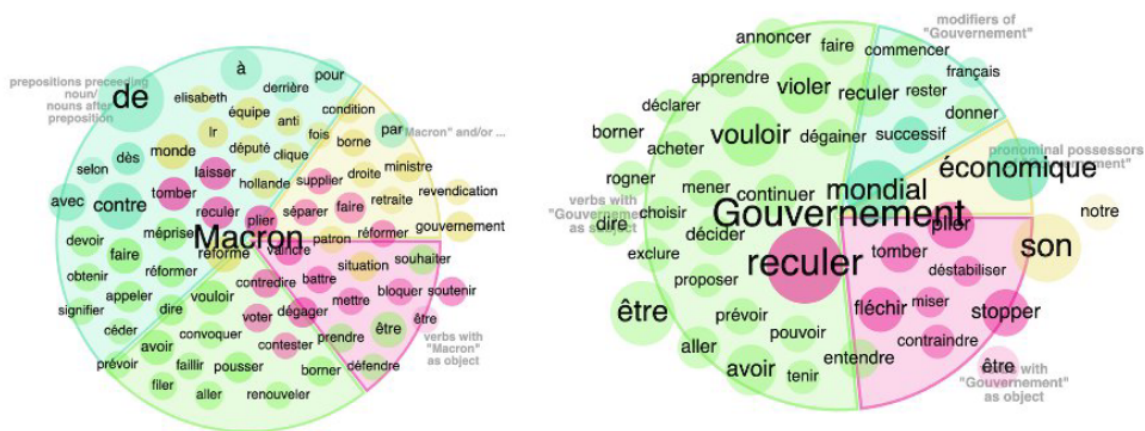


Figure 16 : graphique résumant le contexte lexical des termes « macron » et « gouvernement » dans les posts des Groupes Facebook des gilets jaunes

Ainsi, si la majorité des posts recensés dans ces groupes constitue des appels à l'action (blocages, manifestations, grèves), l'objectif fixé est autant de contrer la réforme que de faire « tomber » le gouvernement, le faire « plier », « fléchir », le « déstabiliser » car il « viole » les droits du peuple. Quant à Emmanuel Macron, l'objectif est de le « battre », le « vaincre », le « dégager », le faire « taire », car il « méprise », agit comme un « roi » ou alors est « téléguidé » par des forces malveillantes. Cette analyse partielle de l'expression sur Facebook autour de la réforme des retraites, illustre clairement la filiation du mouvement actuel avec celui des gilets jaunes. Elle confirme par ailleurs, le potentiel très élevé de radicalité, au moins au niveau du discours, qui caractérise désormais une partie de la population et la cristallisation d'un ressentiment très fort autour de la personne d'Emmanuel Macron.

ÉPILOGUE

Le mouvement contre la réforme des retraites de 2023 s'inscrit dans la continuité de la séquence ouverte en 2016 avec l'opposition à la loi travail, puis les gilets jaunes en 2018-2020 et enfin le mouvement contre le projet initial de réforme des retraites en 2019-2020. On y retrouve des caractéristiques communes : d'un côté un pouvoir jugé arrogant et sourd aux revendications, incarné par Emmanuel Macron d'abord en tant que ministre des finances sous Hollande, puis en tant que Président de la République. De l'autre, une forme de radicalité du mouvement social à la hauteur du mécontentement populaire qui prend des expressions multiples et originales, ainsi qu'une mobilisation dans la durée. Enfin, comme dans le mouvement contre la loi travail et les gilets jaunes que nous avons étudié précédemment, nous observons une utilisation intensive des médias sociaux comme moyen de communication, d'information et de coordination, permettant d'améliorer l'efficacité des actions, de mobiliser largement et de contrecarrer la couverture des médias dominants.

Mais le mouvement actuel a aussi des caractéristiques propres que nous avons pu déceler. La première est le consensus général et durable en sa faveur dans l'opinion publique, telle qu'elle s'exprime en ligne. Depuis le mois de janvier 2023, tous les sondages sont unanimes pour souligner l'opposition de la majorité des Français au projet du gouvernement et leur soutien au mouvement social. Dans notre étude nous avons également constaté un consensus quasi-universel parmi les actifs, à travers tous les secteurs professionnels et tous les niveaux hiérarchiques, de l'industrie aux services en passant par la fonction publique, dans les territoires, dans les petites et moyennes villes comme dans les métropoles et en région parisienne. La deuxième caractéristique du mouvement actuel est la conjoncture post-pandémique et inflationniste. Les références dans notre corpus à ce qui est perçu comme de l'ingratitude de la part du gouvernement, et d'Emmanuel Macron en particulier, envers les « travailleurs essentiels » sont nombreuses. Par ailleurs, le confinement a permis à beaucoup de salariés, notamment diplômés, de reconsidérer la place du travail dans leur vie. La perspective d'un prolongement forcé de leur carrière est vécue alors comme une entrave majeure. Enfin, le contexte inflationniste et la perte de pouvoir d'achat aggravent le sentiment d'injustice exprimé notamment par les classes populaires.

Par ailleurs, le mouvement contre la réforme des retraites apparaît comme protéiforme et évolutif en fonction des rebondissements qui rythment l'actualité. Il s'irrigue par des organisations de jeunesse et par des syndicats revigorés dont les représentant-e-s, contrairement aux gilets jaunes, sont sociologiquement plus proches des journalistes et davantage rompu-e-s à la communication et à l'exercice médiatique. En raison de ses caractéristiques, les schémas habituels mobilisés par les médias dominants pour traiter le mouvement social semblent avoir été déstabilisés, aboutissant à une couverture davantage équilibrée que celle qui avait été réservée aux gilets jaunes. Cependant, l'irruption de la question de la violence dans la dernière séquence, notamment après la manifestation contre les méga-bassines à Sainte-Soline, période que nous n'avons pas étudié, semble avoir permis aux clivages politiques et aux cadrages journalistiques habituels de s'imposer à nouveau. Reste à observer si, dans les semaines qui viennent, l'expression populaire dans l'espace public numérique telle que nous l'avons tenté de la restituer continuera à infléchir le cadrage des événements et quel sera son impact politique à moyen terme.